

INSTITUT
CHOISEUL

CLEMENCEAU ET LES RELATIONS INTERNATIONALES

Un réaliste dans le tumulte

Jean-François DAGUZAN

LES NOTES STRATÉGIQUES



Adressées aux acteurs économiques, institutionnels et politiques mais aussi à un public averti, les Notes Stratégiques de l'Institut Choiseul ont vocation à analyser et éclairer les principaux débats économiques, sociaux et politiques sous le prisme des ruptures géopolitiques et géoéconomiques à l'œuvre dans le monde contemporain.

INSTITUT CHOISEUL



CLEMENCEAU ET LES RELATIONS INTERNATIONALES

Un réaliste dans le tumulte



Jean-François DAGUZAN
Vice-président de l'Institut Choiseul

À propos de l'auteur :

Jean-François Daguzan est docteur en droit et docteur d'État en Science politique. Actuellement Vice-Président de l'Institut Choiseul, il a occupé diverses responsabilités dans le domaine de la recherche stratégique et de la défense. Il a notamment été Directeur adjoint de la Fondation pour la recherche stratégique (FRS), Maître de recherche au Centre de recherches de l'École polytechnique (CREST), ou encore Chargé de mission au Secrétariat général de la Défense nationale (SGDN). Il est l'auteur de nombreux ouvrages et articles sur la Méditerranée le terrorisme, les questions de défense, de sécurité et de politique publique technologique. Ancien rédacteur en chef des revues Géoeconomie et Maghreb-Machrek, il a également été professeur associé à l'Université de Paris Panthéon-Assas et membre du Conseil scientifique de la Défense.

Derniers ouvrages parus :

« La fin de l'Etat-Nation ? De Barcelone à Bagdad », CNRS Editions, Paris, 2015

« L'eau, un enjeu stratégique mondial », Les Notes Stratégiques, Institut Choiseul, Paris, 2021.

**« L'homme sain accepte le monde avec ses conditions d'existence,
auxquels nul ne peut se soustraire, et, dépensant toutes ses
énergies dans l'action, au lieu de médire de la vie, la fait meilleure
et plus belle en prodiguant autour de lui tout ce qu'il peut de lui-
même. Le plus grand Dieu qui soit a besoin de l'Homme infime
pour l'achèvement de son univers. »**

GEORGES CLEMENCEAU

Cité par Jean Garrigues,
*Le Monde selon Clemenceau, formules assassines,
traits d'humour, discours et prophéties,*
Texto, 2014, p. 155.

AVANT-PROPOS

Pourquoi, aujourd'hui, consacrer un ouvrage à Georges Clemenceau et son rapport aux relations internationales ?

D'abord, de façon surprenante, le sujet a très peu été traité, sinon dans les grandes biographies. Ensuite, le thème est particulièrement d'actualité. La période active de Georges Clemenceau s'inscrit dans un tourbillon de crises dans lesquelles la survie de la France peut être engagée : conflits externes, menaces de guerre, Grande Guerre. Elle s'accompagne enfin de la recherche difficile de la paix.

La question des alliances est donc centrale. Comment se protéger d'une menace majeure quand on ne peut y faire face seul ? Et avec qui s'associer ? Quelle fiabilité peut-on attendre de ses alliés ? Jusqu'où peut-on aller dans la gestion efficace de la diplomatie et de l'outil militaire sans mettre ses intérêts vitaux en danger ? Quand faire la guerre et comment ? et enfin, comment faire la paix ?

Aujourd'hui, avec le développement démesuré des réseaux sociaux, on voit les émotions gouverner notre perception des conflits comme l'Ukraine, Israël ou Gaza ! On discute des alliances et de leur format, soit pour les appeler de ses vœux, soit pour les condamner. On voit également qu'un modèle d'armée conçu entre la fin des années 1990 et le début des années 2000 (et fondé sur l'opération extérieure avec des contingents et matériels légers) peut se retrouver contredit par des changements géostratégiques majeurs.

Ces débats, Clemenceau les a vécus avec la controverse armée coloniale/armée continentale ; avec la pression des va-t-en-guerre ou, de l'autre côté du spectre politique des pacifistes idéalistes. Président du Conseil, il n'aura de cesse de remonter le niveau militaire français à celui d'une confrontation supportable avec l'Allemagne et d'écarter les excessifs des deux bords. La question de la fabrication de la paix après la victoire de 1918 est également pleine d'enseignements - dans sa méthodologie comme dans ses échecs. Une paix obtenue sans compromis acceptable par toutes les parties est illusoire quel que soit le grand homme qui cherche à la conduire.

Ce sont donc des débats très actuels qui sous-tendent ce petit essai historique. Les périodes que vit le Tigre au pouvoir sont également

celles de profondes crises sociales (les mineurs, les viticulteurs). Elles ne sont pas si éloignées, toute relativité mise à part, de nos gilets jaunes et de nos agriculteurs en lutte. Pendant la guerre les pacifistes et les communistes (après la révolution bolchévique de 1917) joueront aussi des partitions peu consensuelles. Clemenceau s'y montrera brutal. La relation intérieur/extérieur est donc toujours présente dans sa politique, mais la première n'influencera pas la seconde.

Finalement, par-delà les vicissitudes et les crises, la grande leçon qui demeure du passage de Georges Clemenceau au pouvoir c'est la volonté inébranlable, la constance dans les choix et cette vision lucide de la patrie qui l'amènera toujours à se recentrer sur la situation géostratégique européenne au lieu de courir après des chimères lointaines. C'est la leçon d'un réaliste qui, pourtant, ne renia rien de ses idéaux.

C'est aussi la vocation de l'Institut Choiseul – qui se veut un acteur engagé d'aide à la décision – que de, parfois, questionner le passé pour tenter d'éclairer un avenir complexe.

« Un peuple qui ne connaît pas son histoire est condamné à la revivre. » (*Winston Churchill*)

Jean-François Daguzan

INTRODUCTION

Georges Clemenceau a marqué de son empreinte la France et le monde pendant des décennies. Mais, curieusement, c'est plus le Clemenceau « clivant » de l'intérieur que l'on a étudié et, souvent conspué : le « défaiseur de gouvernements, le briseur de grèves, le premier flic de France, le Dreyfusard repent, l'inflexible « Père la Victoire ». En revanche, sa dimension internationale, en dehors de son action au cours du Traité de Versailles, sera peu étudiée. Pourtant, sa carrière politique est extrêmement longue et, s'il gagne entre octobre 1917 et novembre 1918 sa place au Panthéon de l'Histoire, son rapport au monde, sa projection vers l'étranger, commence très tôt. Cette position quasi unique va nourrir toute sa pensée politique face à une France et une classe politique exclusivement autocentrée – exception faite de l'aventure coloniale.

Du jeune batailleur au chef vainqueur de la première guerre mondiale, les décennies se sont succédées. Rarement on aura vu un homme autant de son siècle. Il a été détesté et aimé à satiété, peut-être plus haï que compris. On l'a surnommé le Tigre, il aurait pu figurer dans le « Misanthrope » de Molière. Il ne pardonnait rien ; ni faute de jugement, ni faiblesse de la pensée, ni erreur de rhétorique. Il poursuivit la classe politique de son temps sans relâche, faisant tomber gouvernements sur gouvernements. « Aliéné », « excité », « anarchiste » furent ses sobriquets les plus doux. Il s'en moquait et croqua la vie à belles dents mais, et cela le différencie de ses coreligionnaires, sans rien renier de ses idées et de ses objectifs. On le crût perdu pour le gouvernement car on le pensait dévoré par sa rage à détruire plutôt que de construire. L'âge venant, il démontra qu'il pouvait gouverner et, de quelle façon !

Le « Tigre », comme on le surnommerait très tôt, est difficilement classable. Il a été et demeure un homme seul mais il n'est pas une création ex-nihilo. Il est le fruit de l'éducation paternelle – anti-royale, anti-impériale, anticléricale et portée par les valeurs du radicalisme et de la démocratie parlementaire (même si cette dernière l'agaça par moments.) Cependant, son caractère entier et explosif, son goût de la provocation et sa réflexion personnelle le conduisirent à sortir hors des sentiers battus¹.

¹ *Il devient médecin comme son père mais comme souvent à l'époque, il est fêru dans les humanités et se cultive par lui-même dans tous les domaines (la politique, les arts, le sport), même si l'économie ne sera pas son fort.*

Clemenceau est le seul homme politique français de son temps à vraiment être allé au-delà des collines françaises et, en tous cas, au-delà des colonies et autres aventures militaires du moment. Cette démarche est totalement exceptionnelle pour l'époque. Il part aux États-Unis (septembre 1865 - juin 1869, à la fin de la guerre de Sécession ²) pour découvrir un autre monde – un monde en mouvement. Il faut attendre la fin du XIX^{ème} siècle pour que les Anglais ouvrent la voie du tourisme. La démarche de Clemenceau, une vingtaine d'années plus tôt, est donc illustrative d'un esprit curieux et aventureux, même si – aléas financiers mis à part – elle se déroule de façon confortable.

Nous avons ainsi affaire à un fin connaisseur du monde anglo-saxon ; parlant anglais couramment (cas presque unique pour l'époque) et qui, épris des idéaux de liberté de la Nation américaine, regarde avec la plus grande suspicion l'aventure coloniale européenne et notamment française (y compris le Mexique)³.

Par ses relations personnelles, il connaît aussi le monde austro-hongrois. Les aristocrates et politiques de ce temps se retrouvent dans les villes d'eau de la *Mittel Europa*. Clemenceau y noue des relations qui contribueront à forger sa perception du monde (jusqu'à la rupture de la guerre). Sa palette d'analyse est large et nourrie de ces contacts. Enfin, Clemenceau s'enrichira de ses lectures et de ses rencontres artistiques (il sera l'indéfectible ami de Monnet) – sa passion de l'Asie et, spécialement du Japon, en témoignent⁴.

Mais l'éducation d'un homme, ses voyages et ses humanités, n'en font pas un acteur ou un théoricien des relations internationales.

² *Cas mis à part des 10 à 15000 Français qui se battent dans l'un ou l'autre camp de la guerre civile américaine. Voir Farid Ameer, Les Français dans la guerre de Sécession, PUF, Paris, 2016.*

³ *En 1861, Napoléon III, sous prétexte du non-remboursement de dettes publiques, dépêche un contingent militaire pour en réalité déposer la république mexicaine et la remplacer par un empire, avec à sa tête l'Archiduc d'Autriche Maximilien. Cette affaire tournera au désastre et s'achèvera en 1867 par le retour du corps expéditionnaire français et la mort de Maximilien.*

⁴ *Cet affect particulier aura un impact lors de la guerre et des négociations de paix vis-à-vis du Japon qu'il n'aura de cesse d'associer au camp occidental. Voir Mathieu Séguela, Clemenceau ou la tentation du Japon, CNRS Editions, Paris, 2014.*

Empreint d'un certain idéalisme, son tempérament et son goût pour le réel le classe dans l'école réaliste des relations internationales. Il dit un jour impitoyablement à Jaurès : « Sans doute vous me dominez de toute la hauteur de vos conceptions socialistes. Vous avez le pouvoir magique d'invoquer de votre baguette des palais de féeries. Moi je suis le modeste ouvrier des cathédrales qui apporte obscurément sa pierre à l'édifice auguste qu'il ne verra jamais. »⁵

Au moment du traité de Versailles, le président américain Wilson sera à bien des égards, son double inversé. Il ne sortira pas que du bien de cette confrontation.

En cherchant à classer la relation de Clemenceau aux relations internationales, on pourra distinguer quatre périodes majeures : Clemenceau opposant, Clemenceau au pouvoir, Clemenceau face à la guerre, Clemenceau faisant la paix. À la fin de sa vie, il s'attache avec plus ou moins de bonheur à théoriser et à philosopher, mais cette pensée est marginale – on ne l'abordera pas. En revanche, les voyages autour du monde l'occuperont beaucoup (Grèce, Égypte, Inde et Ceylan, États-Unis) – une façon de retrouver sa passion de jeunesse.

Se distingue-t-il beaucoup des hommes politiques français de son temps dans sa vision des relations internationales ? En réalité, pas tant que cela. De fait, on ne trouvera chez lui, ni le maximalisme pacifiste d'un Jaurès ni le côté « va-t-en-guerre » d'un Déroulède. Il s'attachera plutôt à analyser lucidement les capacités françaises et à proposer des options en adéquation avec ces dernières. Il fustigera brutalement ceux qui risquent d'envoyer la France au massacre par leur angélisme ou par leurs rodomontades. C'est pour les mêmes raisons, mais aussi pour le sentiment de son immoralité profonde, qu'il est opposé à la colonisation ; laquelle absorbe de surcroît selon lui les ressources françaises au lieu de les accroître.

Ainsi jouera-t-il l'équilibre dans son premier passage comme Président du Conseil à l'aube du XX^{ème} siècle. « Clemenceau, il le prouvera au pouvoir », note Philippe Erlanger, « possède un réalisme, un sens de la mesure qui n'apparaissent guère dans l'emportement de ses paroles et de ses écrits. Aussi devine-t-il (jamais la diplomatie

⁵ Paul Marcus, *Jaurès et Clemenceau, un duel de géants*, Privat, Toulouse, 2014, p. 140.

ne fut plus secrète) les erreurs d'une politique trop ambitieuse⁶. » Son radicalisme – au sens propre du mot – s'exprimera en revanche en prenant les rênes d'une France au bord du gouffre, quand la guerre dans son absolu devient l'unique option et la victoire le but ultime. Face aux réalités, il reviendra à ses positions initiales, dans la douleur parfois, lors des négociations de paix.

⁶ *Philippe Erlanger, Clemenceau, Grasset-Paris Match, Paris, 1968, p. 332-333.*

CHAPITRE 1

LES ÉTATS-UNIS ET LA CONSTITUTION DE L'HOMME POLITIQUE : UNE ÉDUCATION AMÉRICAINE

« *J'ai toujours désiré de ressembler à
Lincoln.* »

GEORGES CLEMENCEAU



Du voyage américain, deux éléments majeurs émergent pour le jeune Français¹. Le fonctionnement d'un système démocratique en action et la lutte contre la tyrannie où qu'elle se trouve.

Le système démocratique, c'est sa vie. La dynamique américaine fascine le jeune homme – lui-même sujet et victime d'une dictature plus ou moins éclairée selon les périodes (l'Empire). Il l'est également par la reconstruction politique d'un pays dévasté par la guerre. Il suit les débats aux tribunes et dans les journaux. Il rencontre des hommes politiques majeurs (dont le général Ulysses S. Grant). Le jeune Georges découvre, émerveillé, que le président de la République lui-même peut être trainé en justice devant la Haute Cour par le pouvoir des Chambres – (le successeur de Lincoln, Andrew Johnson est mis en accusation... et acquitté !). Cet événement est, pour un jeune français sujet du Second empire (régime pour le moins autoritaire) et pour le républicain acharné qu'il est déjà, un rêve éveillé.

Clemenceau nourrit cependant une certaine fascination pour le « style » aristocratique du Sud qui correspond assez à sa façon personnelle de vivre², mais l'idéologie et les pratiques politiques du Nord ont sa préférence. Lincoln est son homme politique préféré : « À mon sens, Lincoln est l'un des plus grands hommes qui aient vécu – grand par le cœur, grand par l'action (...) j'ai toujours désiré de ressembler à Lincoln.³ »

L'esclavage surtout lui est intolérable. À ses yeux, il disqualifie définitivement le modèle sudiste. Il n'a pas de mots assez durs pour fustiger ce système. C'est une pièce à charge de plus qu'il porte au dossier du christianisme car l'interprétation des textes sacrés a servi à justifier l'innommable. « L'esclavage est d'hier aux États-Unis, où les personnages les plus cultivés, les plus raffinés, le défendaient

¹ *Séjour bien documenté car Clemenceau, en dehors de sa correspondance privée, vécut entre autres en écrivant une chronique régulière pour le journal le Temps. L'intégrale de ces articles a été publiée par Patrick Weil et Thomas Macé sous le titre Georges Clemenceau Lettres d'Amérique, Passés Composés, Paris, 2020, 426 p.*

² « Même si une secrète sympathie l'attire vers les sudistes cultivés et, à leur manière, seigneuriaux, elle ne l'aveugle pas. » Pierre Saulière, Clemenceau, Encre Éditions, Paris, 1979, p. 34. Duroselle, p. 87.

³ *Il ira même se recueillir sur sa tombe à Springfield (Illinois). Cité par Philippe Erlanger, Clemenceau, op. cit., p. 44. Et Garrigues, p. 74.*

excellamment. Dans les plantations du Sud que j'ai visitées, on me prouvait couramment que l'esclavage était dans la Bible, et il n'y a rien de plus vrai.⁴ »

« Croit-on que les hommes d'Égypte soient inférieurs aux esclaves nègres des plantations de l'Amérique ? Je les ai vu ces hommes, ils paraissaient absolument incapables d'éducation et cependant, aujourd'hui, délivrés de l'esclavage, l'Amérique n'a pas craint d'en faire des citoyens. Ils remplissent dignement leurs fonctions politiques et savent très bien respecter leurs droits.⁵ »

Pour s'assurer de la situation *de visu*, il traversera le Sud dévasté jusqu'à la Floride, rencontrant des populations blanches dans le plus profond déni, ne comprenant pas pourquoi elles avaient perdu la guerre ni pourquoi la « question noire » avait été une des causes majeures de ce conflit meurtrier⁶.

Le séjour en Amérique l'ouvre sur le reste du continent. Il suit la question de Cuba et s'intéresse de près – et pour cause – à la guerre du Mexique où l'armée française soutient l'implantation de l'empereur Maximilien. Son anticléricalisme le pousse contre « le royaume catholique » du Mexique voulu par Napoléon III (et surtout l'impératrice Eugénie). Son républicanisme l'amène à une vive critique de l'aristocratie de naissance et au soutien du Président déchu et résistant, Juarez, tandis que sa morale personnelle et l'étude froide des situations font de lui un anticolonialiste, car il rattache intuitivement l'aventure mexicaine au fait colonial.

Clemenceau loue les efforts de certains politiciens du Nord (dont le général Grant) pour favoriser l'insertion sociale, économique et politique des Afro-américains dans un contexte très difficile et un climat d'hostilité y compris au Nord dans le camp des vainqueurs. « À vrai dire c'est une chose pénible pour les représentants de l'oligarchie blanche que de se résoudre à voir dans leurs anciens esclaves non plus des *Nègres*, c'est-à-dire un genre non classé par les naturalistes et qui peut prendre quelque part place dans l'échelle animale entre

⁴ Léon Treich, *Vie et mort de Clemenceau*, Éditions des portiques, Paris, 1929, p. 59.

⁵ *Discours à la Chambre du 20 juillet 1882 sur l'Égypte*, Duroselle, *op. cit.*, p 84.

⁶ Gaston Monnerville, *Clemenceau*, Fayard, Paris, 1968, p. 57-61.

l'homme et le singe, mais des hommes ayant, suivant la parole de Jefferson, un droit égal au libre développement de leurs facultés et à la poursuite du bonheur ; ou, en d'autres termes, des citoyens leurs égaux, concourant pour leur juste part au gouvernement de tous par tous.⁷ »

Ce constat de l'égalité absolue des races, jouera de façon primordiale quand, une dizaine d'années plus tard, Clemenceau s'attaquera frontalement au colonialisme français.

⁷ *Monnerville, idem, p. 60.*

CHAPITRE 2

LE PARLEMENTAIRE : UN ÉTERNEL OPPOSANT MAIS COHÉRENT SUR TRENTE- CINQ ANS DE RELATIONS INTERNATIONALES (1871-1906)

*« Je suis aujourd'hui ce que j'étais hier,
ce que je serai demain. Un républicain de
bataille au premier rang pour recevoir
les coups et pour en donner. »*

GEORGES CLEMENCEAU

Cité par Jean Garrigues,
*Le Monde selon Clemenceau, formules assassines,
traits d'humour, discours et prophéties,*
Texto, 2014, p. 155.

De sa première élection de député jusqu'à son entrée dans un ministère, Clemenceau est tout à la fois considéré comme un orateur redouté de la Chambre mais aussi un agitateur inconséquent. Son verbe acéré et la précision de ses attaques font tomber les gouvernements. Sa haine de certains députés lui fait parfois oublier le bien public – même s'il y revient toujours.

Mais sur cette très longue période, au cours de laquelle il a parfait sa connaissance par de nombreux voyages (notamment en Amérique latine), la rigueur de son esprit le renvoie toujours à des lignes de force qui vont structurer sa pensée : anticolonialisme, méfiance vis-à-vis de l'Allemagne, scepticisme face à la Russie, intuition de l'Asie montante, importance du lien anglo-saxon.

Le colonialisme abhorré

Clemenceau se battra avec acharnement pour empêcher les aventures coloniales de la France. Son argumentation se déploie sans faille contre les arguties de l'inégalité des races d'une part et de la « mission civilisatrice » de l'Homme blanc, d'autre part. Jules Ferry sera la cible privilégiée de sa vindicte. Son discours devant Jules Ferry contre la conquête de l'Indochine est devenu célèbre : « Races supérieures, races inférieures, c'est bientôt dit ! Pour ma part, j'en rabats singulièrement depuis que j'ai vu des savants allemands démontrer scientifiquement que la France devait être vaincue dans la guerre franco-allemande parce que le Français est d'une race inférieure à l'Allemand.¹ »

Un peu plus tard, au moment de l'annexion de l'Égypte par la Grande Bretagne avec le soutien de la France, il reviendra sans pitié sur le sujet :

« L'honorable M. Gambetta disait dans son discours : « ce n'est pas pour la nationalité égyptienne ni pour le parti national qu'il faut aller en Égypte, mais pour la nation française. (...) les Français soutiennent qu'ils ont de puissants intérêts en Égypte ; les Anglais, les Italiens, d'autres encore disent de même. Au risque de paraître soutenir un paradoxe, je voudrais dire qu'il me semble que les Égyptiens ont, eux aussi, quelques intérêts en Égypte. [...] et défend l'idée que « la

¹ *Discours du 30 juillet 1885, Voir larges extraits du texte en annexe 5.*

guerre est une hérésie économique où le vainqueur souffre autant que le vaincu : qui croit que, quand une civilisation supérieure vient se superposer à un rudiment de civilisation [...] il faut s'efforcer de fondre un ordre basé sur les principes de droit et de justice, aussi bien dans le domaine politique que dans le domaine économique et social [...].² »

Qui plus est, pour Clemenceau, la politique coloniale consomme vainement les ressources que le pays pourrait consacrer utilement au réarmement.

Enfin, et cela va de pair avec son anticolonialisme, il croit à la valeur égale des civilisations différentes. L'Amérique latine l'intéresse intellectuellement pour sa mise en perspective avec les États-Unis, mais il ne visitera ce continent (Argentine, Uruguay, Brésil) qu'en 1910 après sa chute y voyant plutôt un laboratoire pour le modèle français (laïcité et valeurs républicaines)³.

Il a en revanche un véritable attrait pour l'Asie. Clemenceau a très tôt pensé en géopoliticien. Il suit les rapports de force mondiaux. Le député, homme mûr, maintiendra cette passion de jeunesse. Il a suivi les crises asiatiques ; le grignotage et la faillite de l'empire chinois décadent ; la montée irrépressible du Japon ; la défaite cinglante des Russes écrasée sur terre et sur mer – dernier point qui l'inquiète gravement pour la bonne santé de l'alliance franco-russe⁴. Cet intérêt qui ne se démentira jamais jouera dans l'acharnement à associer les Japonais à la guerre mondiale et à leur accorder une place de choix à la table des vainqueurs lors du Traité de Versailles.⁵

² Cité par Henri Laurens, « Orientales 2 », in *Orientales (intégrale)* CNRS Editions, Paris, 2004-2007, p.38-39.

³ Yves Saint-Geours, « Clemenceau et les relations internationales : L'Amérique latine », in Sylvie Brodziak & Samuel Tomei, *La pensée politique de Clemenceau*, CNRS Editions, Paris, 2020, p. 129-136.

⁴ Cet intérêt coïncide avec la mode du japonisme qui baigne l'art – facilité par l'ouverture des exportations et de la culture de l'empire nippon naissant. Les impressionnistes (dont Monnet) sont fascinés par cette nouvelle esthétique. Voir un passionnant ouvrage, Mathieu Séguéla, *Clemenceau ou la tentation du Japon*, op. cit., 2014.

⁵ « Au final, Clemenceau demeure le seul homme politique de son temps à avoir eu une vision internationale aussi large, à s'être efforcé de comprendre les mutations de l'Extrême-Orient et à avoir approfondi durablement les liens entre la France et le Japon. » Séguéla, op. cit., p. 434.

Europe : mémoire et self control

Une alliance forte avec le Royaume-Uni sera également une constante majeure de l'action politique de Clemenceau⁶. Sa position le fera juger inféodé, voire stipendié. Maurras et la droite française useront et abuseront de la qualification de « vendu aux Anglo-saxons⁷ » et/ou au « Grand capital juif allemand » (terme qui lui est accolé dans de nombreux pamphlets⁸) dans cette période à l'antisémitisme structurel. Clemenceau s'en défendra toujours affirmant que si un affect particulier le poussait vers ce monde qu'il connaissait si bien, il n'en défendait pas moins une politique de l'équilibre. Et d'ailleurs, cette période lui sourit politiquement puisque c'est en 1904 qu'est signée « l'Entente cordiale » entre France et Royaume Uni. Une fois aux affaires, il en sera un des plus ardents défenseurs. « Quant à l'Angleterre et à la France elles resteront solidement unies.⁹ »

Son point de vue sur les autres puissances européennes variera peu. Malgré un certain attachement romantique, reste de ses séjours dans les villes d'eau de l'Europe centrale, il pense l'empire austro-hongrois vermoulu. La Russie l'inquiète car il n'y perçoit ni structure suffisante ni fiabilité sur le long terme.

Il reste méfiant à l'égard de l'Allemagne malgré la prudente politique d'apaisement bismarckienne. L'Alsace-Lorraine demeure l'objectif ultime. On pourrait reprendre à son compte les mots de Gambetta : « y penser toujours, n'en parler jamais ». Pour lui, la guerre est toujours

⁶ Voir notamment, Charles Maurras, *Kiel et Tanger*, Taillandier, Paris, 1928, qui vise Clemenceau une bonne dizaine de fois. Entre autres : « M. Clemenceau était d'ailleurs candidat ministre. Il le devint quelques années plus tard, et la tête d'homme d'État que le vieil opposant venait de se façonner aux dépens de M. Delcassé lui mérita la confiance de notre suzerain, le roi d'Angleterre. » p. 147.

⁷ Les cris de « Aoh yes ! » visant à stigmatiser son allégeance supposée à Londres, accompagneront sa campagne perdue de 1893. Jean-Noël Jeanneney, *Clemenceau, Portrait d'un homme libre*, Mengès, Paris, 2005, p. 38.

⁸ Les deux premiers sont impliqués dans le scandale de la Société du canal de Panama qui fait faillite. Or, Herz était un intime de Clemenceau qui avait financé son journal, « La Justice ». « Le parti juif allemand... la trinité impie des juifs allemands et de l'athée » (Herz, Reinach et Clemenceau). Cité par Pierre Saulière, *Clemenceau*, op. cit., p. 102.

⁹ Correspondance avec G. Brandes cité par Gaston Monnerville, op. cit., p. 363.

possible, mais la France n'est pas encore en état de la conduire. Cette lucidité l'empêchera toujours de s'associer au camp des extrémistes. « Non l'Allemagne ne nous déclarera pas la guerre (à cette époque). Mais la situation de l'Europe est telle qu'un grand conflit armé me paraît inévitable à une échéance que je suis hors d'état de fixer et notre devoir est de se préparer au pire.¹⁰ »

Mais pour lui, la menace du militarisme allemand plane, et c'est l'anéantissement de la France qui sera, un jour ou l'autre en jeu. « Être ou ne pas être, voilà le problème qui nous est posé pour la première fois depuis la guerre de Cent Ans, par une implacable volonté de suprématie. Cela nous nous devons à nous-mêmes, nous nous devons à nos pères, à nos enfants de le tenir toujours présent à notre vue et de tout épuiser ce qui est honorable pour garder le trésor de vie et de pensée française que nous avons reçu de ceux qui furent et dont nous devons compte à ceux qui seront.¹¹ »

Au bout du compte, sur cette longue période, la perception de Clemenceau ne sera pas très éloignée des constantes de la politique extérieure française, même s'il a ses têtes de Turc (Ferry, Delcassé, Briand, Sarién, et quelques autres...) – anticolonialisme mis à part. Il se situera à mi-distance des pacifistes utopistes à la Jaurès et des « va-t-en-guerre » à la Déroulède car le temps – à condition qu'il soit bien employé – doit jouer en faveur de la France. Il en est persuadé.

¹⁰ *Idem.*

¹¹ *In L'aurore du 18 juin 1905, cité par Michel Winock, Clemenceau, Perrin, Paris, 2007, p. 314.*

CHAPITRE 3

PRÉSIDENT DU CONSEIL (1906-1909) : RÉALISME, FERMETÉ ET TOUJOURS PRUDENCE

« *Maintenant les Français ont aussi un homme d'État impulsif et un maître ayant du tempérament. C'est ce qu'on m'a toujours reproché.* »

KAISER GUILLAUME II

Cité par Philippe Erlanger, *Clemenceau*,
Grasset-Paris Match, Paris, 1968, p. 332-333.

Après avoir fait ses classes au gouvernement comme ministre de l'Intérieur, Clemenceau devient Président du Conseil le 21 octobre 1906. Il le restera jusqu'au 20 juillet 1909. Il prend les commandes de la France dans une situation interne sociale très agitée et une crise diplomatique délicate voire difficile. La crise de Tanger avait laissé de douloureuses traces, Delcassé avait plongé à corps perdu dans l'alliance franco-russe sans solution de repli ; les Anglais esquivait tout rapprochement qui les engagerait peu ou prou à une aventure sur le continent ; le Kaiser se croyait tout permis.

Le tangage de Tanger

Depuis l'avènement de Guillaume II et le limogeage de Bismarck, l'Allemagne a oublié le principe de la semi-hégémonie chère au « Chancelier de fer »¹. Elle est entrée dans un militarisme accru et vit avec les foudres diplomatiques du nouveau dirigeant qui arrive à inquiéter l'Angleterre, agacer la Russie et indirectement, menacer la France. La « question » du Maroc qui pointe son nez à l'orée du siècle, est utilisée par le Kaiser pour avancer ses pions. Il essaye d'enfoncer un coin dans l'alliance entre la France et la Grande Bretagne qui se chamaillent entre Égypte, Soudan et Maroc, alors que l'Espagne cherche également à se tailler quelques morceaux de l'empire chérifien². Or, la situation était confuse et le maître de l'Allemagne en jouait à son avantage. La relation avec la Grande-Bretagne fluctuait sur la question coloniale, malgré l'abandon des prétentions françaises sur l'Égypte, et Guillaume II tentait de modifier l'équilibre européen des puissances en essayant de jouer l'alliance des cousins (les enfants et petits-enfants de la reine Victoria), le Tsar de Russie, le roi d'Angleterre et lui-même.

Appelé par le Sultan pour équilibrer la présence pesante de la France, Guillaume II arrive triomphalement à Tanger sur son yacht le 31 mars 1905. Cette démarche symbolique s'affiche comme un soutien

¹ *Principe visant à maintenir un équilibre des puissances en Europe en n'aggravant pas les ressentiments et en évitant de provoquer la constitution de coalitions qui feraient pencher la balance militaire au détriment de l'Allemagne. Voir Raymond Aron, Paix et guerre entre les nations, Calmann-Lévy, Paris, 8ème édition, 1984, p. 80.*

² « La France et l'Angleterre avaient trouvé au Maroc un nouveau terrain pour s'affronter. » Erlanger, *idem*, p. 329.

à l'indépendance du Maroc. Cette visite impromptue déclenche une crise internationale majeure. Avec au départ une mauvaise gestion française, l'affaire prendra de telles proportions diplomatiques que l'inamovible (7 ans) ministre français des affaires étrangères Delcassé en perdra son poste sous la pression allemande.

Cette crise ne se résoudra que par la conférence d'Algésiras (de janvier à avril 1906) et au détriment de l'Allemagne dont le comportement avait fini par excéder les autres puissances. Finalement, l'activisme de Guillaume II se retourna contre lui. Tout le monde se prit à penser que le Kaiser devenait dangereux et « l'arroseur devint arrosé ». Mais au bout du compte, Tanger avait quand même fragilisé les positions françaises en Méditerranée³.

Clemenceau hérite fin 1906 de cette situation explosive alors même que les armées françaises de l'époque sont incapables de soutenir une confrontation avec l'Allemagne. La diplomatie est donc le seul espace d'action pour un Tigre qui, malgré son tempérament souvent brutal, saura en jouer. Elle sera d'autant plus nécessaire qu'au Maroc la situation continue de se tendre. À Marrakech des événements violents se déroulent en 1907 puis en 1908 avec le massacre de Français à Casablanca pour lesquels le Sultan fait montre de peu d'empressement à en châtier les coupables. Le point de fusion est atteint quand, la même année, des déserteurs allemands cherchant à regagner leur pays sont appréhendés à Casablanca. Le Kaiser prend fait et cause pour leur sort et rappelle son soutien au *Makhzen*⁴. Pichon et Clemenceau dénoueront l'affaire en la renvoyant astucieusement à la compétence de la Cour internationale de justice de La Haye. Tout au long de cette crise, ils auront marché sur le fil du rasoir.

Le Président du Conseil n'avait eu aucune responsabilité dans le déclenchement de cette crise mais il considérait « ne pas admettre que des tiers portent atteinte à l'honneur national⁵ ». On connaît sa position anticolonialiste, mais face à l'Allemagne Il voulait en sortir dans la fermeté. Ce qu'il réussit à faire en retournant la situation au profit de la France.

³ *Idem*, p. 331.

⁴ *Le gouvernement marocain*.

⁵ *Idem* p. 338.

Pendant sa présidence, sa position sur les colonies ne varia pas mais il assumait la reconnaissance du fait accompli et endossa l'encombrant héritage de ses prédécesseurs. Cependant, Clemenceau porta le décret du 24 septembre 1908 instaurant l'élection des conseillers généraux indigènes, jusque-là désignés. Il prit même des risques politiques en recevant en 1908, à la grande fureur du parti colonial, une délégation de jeunes activistes algériens du mouvement « Jeune Algérie » qui défendait comme lui l'assimilation⁶. Il défendra cette position jusqu'après la guerre⁷. « Je me suis souvent opposé dans diverses circonstances qui m'ont été reprochées, à la politique d'expansion coloniale qui nous a été imposée » dit-il un jour, « mais j'ai toujours fait une exception pour le Maroc⁸ ». Il vit, pour les affaires intérieures françaises, dans l'expérience de Lyautéy une forme de modèle d'autonomie croissante pour toutes les colonies et, à l'extérieur, l'exemple d'une résistance réussie face à la brutalité allemande.

« Serrer les boulons » avec Londres

Clemenceau revenait de loin car les questions coloniales étaient hypersensibles dans les deux capitales⁹. Mais les deux pays surent dénouer cette crise et le Tigre sut qu'il avait maintenu le bon cap malgré un courant anti-Anglais très actif en France.

La seconde « Entente cordiale » entre les deux pays avait été signée en 1904. Ces accords (règlement du contentieux colonial ; pêche, notamment) préfiguraient la future alliance de 1914. Ils sont très récents, mais pour une bonne partie de la classe politique la « perfide Albion » demeure l'ennemie qui a humilié la France au Soudan (reculade de Fachoda) et pousse ses « intérêts capitalistiques » au détriment des intérêts français. En cas de conflit, on suspecte Londres, selon la vulgate de l'époque, de chercher à faire « verser le sang français », plutôt que le Britannique.

⁶ Françoise Giroud, *Cœur de Tigre*, Plon/Fayard, Paris, 1995, p. 127-128.

⁷ Il fit passer la loi du 4 février 1919 – dite loi Jonnart – saluée par Messali Hadj, et qui ouvrait l'accès aux postes subalternes de la fonction publiques aux « indigènes ». Georges Clemenceau, *Le Père la Victoire*, p. 22

⁸ Jean-Baptiste Duroselle, *Clemenceau*, Fayard, Paris, 1988, p. 540-541.

⁹ Erlanger, *op. cit.*, p. 329.

Ce n'était pas chose facile en ces temps d'« *England Bashing* » que les droites pratiquaient à l'envie et que les agents du Kaiser propageaient activement dans certains cercles et médias¹⁰. Sa priorité du moment était de négocier le débarquement d'une force anglaise en cas de conflit avec l'Allemagne, lorsque la Grande Bretagne, de son côté, s'évertuait à ne pas rendre les choses faciles en précisant qu'elle était « amie mais non alliée (sic) »¹¹ afin de ne se lier d'aucun serment. Prémonition ? C'est finalement ce débarquement qui advint en 1914 malgré les difficultés qui présidèrent à la constitution de la véritable alliance franco-britannique.

En Europe continentale : gérer l'acquis ; ne pas provoquer ; « y penser toujours »

Toute la politique de Clemenceau de l'époque sera de s'attacher à maintenir l'équilibre européen : faire contre mauvaise fortune bon cœur avec l'alliance russe malgré sa défiance personnelle¹² ; détacher l'Italie de la Triple Alliance et verrouiller à tout prix le lien avec l'Angleterre¹³.

Quelques années plus tôt, la France avait amorcé un rapprochement avec la Russie au grand agacement de l'Allemagne et de l'Autriche-Hongrie. Il s'était constitué autour de cette nouvelle alliance un véritable lobby russe qui, comme le dit Jean-Baptiste Duroselle, voyait dans ce pays « le nouveau Far West du capitalisme français » au risque d'aventures économiques imprudentes. Clemenceau qui avait senti intuitivement les faiblesses russes, demeurait hostile à cette alliance. Il ne la remit toutefois pas en cause car les liens s'étaient renforcés et la Russie représentait l'éternelle « alliance de revers » indispensable pour contrer l'Allemagne.¹⁴

¹⁰ « Car au plus fort du mouvement anglophobe en France et au mépris d'une certaine prudence, Clemenceau continuait de prôner cette « entente cordiale » à laquelle on avait trouvé son nom sous Louis-Philippe. » Erlanger, *Idem*, p.328.

¹¹ Wilson saura s'en rappeler quand les États-Unis rentreront en guerre : « associés mais pas alliés »... Duroselle, *idem*, p. 536.

¹² Monnerville, *idem*, p. 537.

¹³ *Idem*, p. 364-365.

¹⁴ Duroselle, *op. cit.* p. 329 ; Monnerville, *op.cit.*, p. 537.

En revanche, quand l'Autriche annexa la Bosnie et l'Herzégovine en 1908, il y vit un aveu de faiblesse et la confirmation de ses intuitions. Pour lui l'Empire austro-hongrois était dans la fuite en avant mais il ne bougea pas. Au moment où la Russie face au coup de force autrichien demanda l'application de l'alliance, Paris comme Londres firent marche arrière, car le rapport de force était par trop inégal. Même Clemenceau « le battant », admit avec rage que c'était trop tôt.

C'est avec le Vatican que les relations de Clemenceau sont les plus dures, conformément à son fond athée et laïcard. Les représentants du Saint Siège à Paris travaillent à saboter la politique gouvernementale après le vote de la loi de 1905 sur les associations, les congrégations et la séparation des Églises et de l'État. La tension culmine avec l'expulsion de Mgr Montagnini, nonce apostolique, qui mène une guerre ouverte contre les dernières dispositions législatives et le gouvernement¹⁵.

Avec les puissances méditerranéennes, l'objectif est d'éviter les affrontements. Avec l'Espagne, à la situation politique compliquée (troubles sociaux, anarchie violente, revendications nationalistes), la crise de Tanger permet finalement de trouver un terrain d'entente sur le Maroc. Sa présence est confirmée sur l'actuel Sahara occidental (territoires de Sakiet el Amra et Rio de Oro) et les villes d'Ifni et Mogador (actuelle Essaouira) territoires sur lesquels l'Espagne est présente depuis 1882. Le contrôle du Rif et de l'Orientale au Nord est assurée en 1912. La politique italienne de Clemenceau est de ménager un pays signataire, en 1882 de la Triple Alliance ou Triplece avec l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie, et qui voit d'un mauvais œil la poussée française en Méditerranée. Or, l'Italie réunifiée se rêve un destin impérial dans cette zone qu'elle s'imagine dévolue par l'Histoire. Elle se sent exclue de l'expansion coloniale et commence à pousser sa botte en Libye alors que la prise de contrôle de la Tunisie par Paris en 1881 - que Rome lorgnait fortement - agace au plus haut point¹⁶.

La préparation de la guerre : « Nous sommes prêts ! »

Clemenceau, bien qu'il en eût quelque pressentiment, découvre en arrivant à la Présidence du Conseil l'état désastreux de l'armée.

¹⁵ Monnerville, *op. cit.*, p. 326.

¹⁶ Duroselle, *op. cit.*, p. 538-540.

Avant lui, les gouvernements successifs n'ont pas su construire une politique d'armement cohérente. Obsédée par le « choc »¹⁷, l'armée française en a oublié l'artillerie et la marine – elle le paiera cher en 1914. L'affaire Dreyfus a laissé des traces dans les relations entre l'armée et le pouvoir civil. En dehors des jeunes tentés par l'aventure coloniale, les recrutements sont mauvais ; le gap démographique avec l'Allemagne ne permet d'aligner qu'un contingent modeste ; le pacifisme et les luttes sociales gagnent du terrain¹⁸. Avec le général Picquart d'abord, jusqu'à sa mort accidentelle, puis avec quelques autres, Clemenceau va tenter de remonter la pente¹⁹. Il y parviendra en partie, mais aura du mal à défendre ses budgets face à Caillaux, ministre des Finances et grand pacifiste²⁰. Pourtant, Clemenceau parvint enfin à avoir la réponse qu'il espérait depuis longtemps. Du général Picquart, à qui il demandait : « Pouvons-nous y aller ? » et le ministre de la Guerre de répondre « Nous sommes prêts »²¹.

Nonobstant, les erreurs tragiques de l'état-major en 1914, l'armée française était globalement armée pour la confrontation ultime.

De fait, le risque de conflit avec l'Allemagne était en permanence présent en raison de l'agitation des va-t-en-guerre de tous poils. Clemenceau reprocha un jour à Jaurès à la fois son excitation vis-à-vis de l'Allemagne et son ambiguïté face à la colonisation : « Qu'est-ce à dire ? La République [...] n'avait-elle donc pas d'autre occupation concevable aussitôt les républicains au pouvoir que de se ruer sur

¹⁷ *C'est-à-dire la charge brutale contre l'ennemi à la baïonnette et au tir touchant, « la furia francese » dont Foch sera un des théoriciens et qui conduira aux terribles défaites Françaises d'août 1914.*

¹⁸ *Le 17ème de ligne confronté aux vigneron refusé de tirer. Certains soldats mettent la crosse en l'air.*

¹⁹ *Picquart est un des acteurs majeurs de l'affaire Dreyfus. C'est lui qui démontre l'innocence du capitaine et la culpabilité du commandant Esterhazy. Pour sauver la version officielle, il est sanctionné et mis sur la touche par l'état-major. Clemenceau, autre acteur majeur de l'affaire – c'est lui qui publie le « J'accuse » de Zola dans le journal « L'aurore » qu'il dirige, le repêchera pour en faire, désormais général, son ministre des armées. Il meurt d'un accident de cheval pendant l'exercice de ses fonctions.*

²⁰ *Pierre Guiral, Clemenceau et son temps, Grasset, Paris, 1994, p. 197. Ces comptes se régleront pendant la guerre, et Caillaux finira condamné en Haute Cour.*

²¹ *Saulière, op. cit., p. 160.*

l'Allemagne avec qui elle ne pouvait songer à mesurer ses forces ou de se venger sur les hommes noirs ou jaunes du mal que lui avaient fait les Allemands ? » Clemenceau n'était pas un défaitiste ; il était lucide. La France n'était pas en état d'assurer un conflit direct avec l'Allemagne avec quelques chances de succès. Il fallait donc temporiser, attendre et remonter l'effort militaire à un niveau suffisant pour accepter à peu près sereinement la confrontation.

Clemenceau, dans sa première présidence, n'aura donc été ni le boutefeu ni l'irresponsable que ses contemporains redoutaient. L'équilibre fut sa politique, dût-elle lui coûter !²²

Il affirmera lui-même un jour : « On m'a fait la réputation d'être un anglophile et un germanophobe. Bien à tort. [...] Je tiens certainement à avoir les rapports les plus amicaux avec l'Angleterre. Mais je tiens à avoir les rapports les plus amicaux avec l'Allemagne et avec les autres puissances. On a donc tort d'avoir de la défiance pour moi, car je mène une politique absolument pacifique. La France veut la paix, mais d'un autre côté elle doit toujours être prête à se défendre.²³ »

Le Président du Conseil fut renversé à cause de son tempérament. A-t-il démerité ? Certains de ses contemporains ne le rateront pas. Mais Pierre Guiral, le temps passé, conclut : « Non, Clemenceau n'était pas un Hun, un nouvel Attila. Son passage au pouvoir avait révélé un homme d'État, maîtrisant la diplomatie et contenant à l'intérieur du pays les forces de désagrégation toujours menaçantes.²⁴ » Et Michel Winock de renchérir : « Clemenceau n'avait rien d'un va-t-en-guerre. Sourcilieux sur l'honneur national, désireux de compter sur une défense nationale solide en cas de menace, il était aussi désireux d'éviter tous les risques de conflit. C'est sous sa Présidence que les rapports franco-allemands s'apaisent pour la première fois depuis 1871.²⁵ »

²² Gaston Monnerville, *op. cit.*, p. 340.

²³ Clemenceau à l'Ambassadeur d'Allemagne, le Comte Radolin, cité par Jean Garrigues, *op. cit.* p. 214.

²⁴ Clemenceau en son temps, *op.cit.*, p. 203.

²⁵ Clemenceau, *op. cit.*, p. 375. Voir aussi Yves Saint-Geours, *Clemenceau et les relations internationales : L'Amérique latine*, *op. cit.*, p. 129.

CHAPITRE 4

« JE FAIS LA GUERRE » : LA POLITIQUE EXTÉRIEURE DE CLEMENCEAU (1917-1918)

« *Mourir n'est rien, il faut vaincre !* »

GEORGES CLEMENCEAU

Cité dans *L'Homme libre* du 5 août 1914,
in Garrigues, op. cit., p. 220.

« *Si nous avions eu un Clemenceau, nous
n'aurions pas perdu la guerre* »

KAISER GUILLAUME II



Lorsqu'à 76 ans, le Tigre prend les rênes du pays en octobre 1917, le pays est au bord de l'abîme. Les dernières offensives britanniques et françaises (le Chemin des Dames) ont été catastrophiques. Le moral est en berne partout. La grogne syndicale monte. Des mouvements de désertion se manifestent ; la révolution bolchévique signe, avec l'armistice (15 décembre 1917) qui sera complétée par le traité de Brest-Litovsk (3 mars 1918), une paix séparée avec l'Allemagne. Cette dernière peut alors déplacer l'essentiel de ses forces de l'Est (un million d'hommes) vers le front occidental avec l'intention d'en terminer. En France, le pacifisme s'agite dans les usines.

D'août 1914 à septembre 1917 Clemenceau s'engage dans la guerre sans états d'âme. Par l'écriture d'abord, par laquelle il fustige les faiblesses du gouvernement et au Sénat ensuite, via le comité de guerre aux délibérations secrètes. Ce puissant comité harcèle les politiques en les obligeant à rendre des comptes, en les forçant à soulager les misères des poilus et en pourchassant les disfonctionnements absurdes et assassins.

Poincaré, qui déteste Clemenceau et réciproquement, tergiverse mais finit par comprendre qu'il a épuisé toutes les options politiques disponibles. Clemenceau accepte le poste à ses conditions (c'est-à-dire sans) en assumant à la fois la Présidence du Conseil et le ministère de la guerre. Il fonctionne comme il a l'habitude avec une équipe restreinte en qui il a toute confiance : le général Henri Mordacq, conseiller militaire¹ ; Georges Mandel, génie autodidacte, homme à tout faire et interface indispensable avec le politique ; Stephen Pichon², ministre des Affaires étrangères ; Loucheur, ministre de l'Armement ; Klotz aux finances ; Pams à l'intérieur, pour les portefeuilles les plus importants.

La principale critique de Clemenceau à l'égard de ses prédécesseurs est la dispersion dans les objectifs qui va de pair avec les fuites à

1 Mordacq est chef d'état-major du général Picquart quand il est nommé ministre de la Guerre par Clemenceau en 1906. Il le suit au ministère. Le Tigre connaît donc très bien Mordacq depuis cette date et l'apprecie beaucoup. Mordacq a la confiance des armées et celle de Clémenceau. Cet « attelage » fera merveille.

2 Diplomate de carrière, fidèle entre tous et époux de sa nièce.

répétition d'un environnement politico-militaire par trop bavard³. Il fonde donc son action sur un thème unique, le célèbre « Je fais la guerre »⁴. Cette formule simple veut faire savoir à l'intérieur et à l'extérieur du pays que tout va être conditionné au résultat final : consacrer tous les efforts pour la victoire⁵.

Au plan international, cette phrase implique qu'il ne peut plus y avoir de paix de compromis – comme certains processus l'avaient laissé entrevoir auparavant (Autriche-Hongrie au premier chef, mais aussi Allemagne pour une paix de « match nul »).

Il s'agit donc pour Clemenceau :

- De frapper de stupeur les hésitants en envoyant deux anciens ministres en Haute Cour – Caillaux pour des négociations de paix secrètes⁶ ; Malvy pour des complaisances syndicales ayant affaibli l'effort de guerre – et en fusillant des traîtres.
- De sécuriser de toutes les manières possibles l'alliance avec la Grande Bretagne et « l'association » (sic) des Américains à la guerre ; notamment en manifestant un intérêt d'estime pour les 14 points du Président Wilson censés fixer le cadre « universel » de la paix future. Comme le note Georges-Henri Soutou : « Toute la conduite de la guerre menée par Clemenceau reposa sur une entente étroite, intime, avec Londres et Washington.⁷»
- De rendre toute paix séparée impossible. Le point central est le sort de l'Autriche-Hongrie dont les monarques comprennent que le vent de la victoire a tourné et qui tente de sauver leur

3 *Elles seront largement à l'origine de l'échec de la grande offensive de Nivelle de 1917 (le Chemin des Dames) que tout le monde avait fini par connaître et que les Allemands attendirent au bon endroit.*

4 *Réponse à Emile Constant devant le Parlement le 8 mars 1918, Voir Clemenceau, Discours de guerre, PUF, Paris, 1968, p. 163-177.*

5 « *Armé de sa plume, il a fait la guerre. Armé de sa parole que Blanqui qualifiait de meurtrière, il a fait la guerre. Enfin, au pouvoir où l'appelaient tous ceux qui voulaient la résistance acharnée et l'offensive victorieuse, il a fait la guerre.* » Léon Treich, Clemenceau, Editions Georges Crès, Paris, 1919, p. 163.

6 *Pour le détail, voir Pierre Miquel, chapitre « les Traîtres », « Je fais la guerre », op. cit. , p. III à 161.*

7 *La grande illusion, op. cit. p. 255.*

trône – même au prix de fortes concessions⁸. Clemenceau rend publique des conversations qui discréditent l'Autriche auprès de l'Allemagne et qui ne laissent d'autre issue que la victoire ou la défaite intégrale⁹. Les ex-amis autrichiens du Tigre et d'autres l'accusèrent d'avoir sacrifié l'empire à son dessein de capitulation sans condition. Mais en réalité, comme on l'a montré, Clemenceau, depuis l'annexion de la Bosnie, pense que l'Empire austro-hongrois est perdu, qu'il se débat comme quelqu'un qui se noie et que rien ne sauvera plus. Les Alliés jouent déjà la carte des « nationalités ». Les Tchèques soutiennent le combat en s'engageant. Les Polonais aussi. Leur effort est récompensé. À partir de 1917, l'idée d'une grande Pologne qui fera pièce aux Allemands à l'Est est endossée par les Français¹⁰.

- De bien traiter la Serbie pour laquelle les Alliés sont rentrés en guerre – sans, dans un premier temps, trop la favoriser¹¹. Le Wilsonisme qui souhaite de grandes entités nationales viables (pour lesquelles on charcutera ultérieurement la carte de l'Europe) enfonce le dernier clou du démembrement impérial.

Clemenceau endosse peu ou prou la théorie des « Quatre piliers » construite par la diplomatie française pour sécuriser l'Europe : la Pologne (à recréer), la Tchécoslovaquie (à créer), la Yougoslavie (organisée autour de la Serbie) et une grande Roumanie¹².

Le sort est également scellé pour l'Empire Ottoman sous sa forme du moment puisque, dès 1916, les accords Sykes-Picot prévoient le partage des dépouilles du Proche et du Moyen-Orient¹³. La position de

8 Dans le courant de l'année 1917, des discussions secrètes ont lieu en Suisse entre le Prince Sixte de Bourbon-Parme, frère de l'impératrice et le palais autrichien. Briand et Poincaré sont au courant. Pierre Miquel, « Je fais la guerre », Clemenceau le père de la victoire, Tallandier, Paris, 2004, p. 115-116.

9 Alexandre Duval-Stalla, <http://centenaire.org/fr/espace-scientifique/pays-belligerants/clemenceau-et-les-tentatives-de-paix-pendant-la-grande-guerre>

10 Georges-Henri Soutou, *La grande illusion, Quand la France perdait la paix, 1914-1920*, Tallandier, Paris, 2015, op. cit., p. 261.

11 Soutou, *idem*, p. 268.

12 Voir Jacques – Alain de Sédouy, *Ils ont refait le monde 1919-1920*, Tallandier, Paris, 2017, p. 49.

13 Même si le résultat sera différent au final.

Clemenceau est sans équivoque depuis un certain temps. Le modèle ottoman (comme l'austro-hongrois) a vécu. Il s'agit d'en substituer un autre moins crisogène et qui protégera mieux les populations non turques face à un dominant considéré comme violent par essence : « Le seul moyen de faire cesser l'antagonisme des races et des religions dans l'Empire ottoman, c'est d'assurer à tous, musulmans et chrétiens, le bienfait d'un bon gouvernement ». « Le Turc [...] est naturellement massacreur »¹⁴. Mais la question des frontières orientales de la future Turquie est secondaire pour Clemenceau par rapport à l'alliance anglaise et au sort de l'Allemagne. Il se contentera de gérer ce que ses prédécesseurs ont déjà négocié.

Les autres questions évolueront au fil des mois et pendant les négociations de paix. Le sort de l'Ukraine, de la Lituanie, de la Pologne, du découpage en tranches fines de l'empire ottoman. Mais en réalité le cadre général de l'après est fixé.

Enfin, l'autre gros dossier de la politique extérieure française en guerre fut de faire entrer puis de maintenir l'Italie dans le conflit. Fort d'un tropisme pro-empires centraux, il fallait un retournement politique dans ce pays pour le faire basculer dans le camp des Alliés. Qui plus est, l'Italie marchandait sa participation dans l'un ou l'autre camp sur un modèle « au plus offrant » qui laissa des traces à la victoire. L'arrivée d'un Président du Conseil et d'un chef d'État-major plus favorables aux alliés emporta la décision. D'importantes compensations furent promises, tant au niveau des rectifications de frontières que du partage des dépouilles coloniales. Le traité de Londres (26 avril 1915) lui promit divers avantages territoriaux portant notamment sur la haute vallée de l'Adige, Trieste, l'Istrie et la Dalmatie du nord. Enfin, les accords de Saint-Jean-de-Maurienne d'avril 1917 conclus avec la France et la Grande-Bretagne, lui faisaient miroiter de gros territoires pris à l'Empire Ottoman une fois tombé ; la région d'Izmir (Smyrne), le sud de l'Anatolie (autour d'Adalia), les îles de la mer Egée et un blanc-seing sur la Libye¹⁵.

Il ne restait qu'à gagner la guerre...

¹⁴ Bernard Kuchukian, *Dossier arabe : le point de vue de Clemenceau*, 13/08/2014, https://blogavocat.fr/space/bernard.kuchukian/content/dossier-arabe-le-point-de-vue-de-georges-clemenceau_

¹⁵ Serge Berstein (Dir.), *Ils ont fait la paix, Le Traité de Versailles vu de France et d'ailleurs*, Les Arènes, Paris, 2018, p. 238.

La France et ses alliés parviennent à surmonter les offensives allemandes des six premiers mois de 1918. L'Allemagne jouait son va-tout avec ses attaques massives rendues possibles par le rapatriement d'une bonne partie des troupes du front de l'Est après la signature d'une paix séparée avec les Soviétiques. Malgré des succès initiaux, les Allemands s'épuisent en vain et les Alliés reprennent l'offensive à partir de juillet. L'apport américain limité au plan tactique est décisif au plan stratégique. L'Allemagne débordée recule, et repasse la frontière. La population se soulève et chasse le Kaiser. Le gouvernement de circonstances ne peut plus que demander les conditions de l'armistice. Celui-ci est signé le 11 novembre 1918 à Rethondes aux conditions exclusives des alliés. L'Allemagne va s'apercevoir qu'elle a perdu la guerre (alors qu'elle ne le pense pas) et qu'elle va en payer le prix fort. Clemenceau, de son côté, a gagné son pari.

CHAPITRE 5

LE TRAITÉ DE VERSAILLES : « ENTRE JÉSUS CHRIST ET NAPOLÉON !* »

« On pouvait peut-être faire mieux. L'œuvre accomplie est celle d'un mortel. Elle n'est donc pas parfaite »

GÉNÉRAL MORDACQ

Le Ministère Clemenceau, journal d'un témoin, Tome II, mai 1918-11 novembre 1918, Plon, Paris, 1930, p. 367.



Après quatre ans et demi de souffrances indicibles, le Traité de Versailles censé poser les bases de la paix, ouvrit vingt ans plus tard sur un désastre encore plus grand : la Seconde Guerre mondiale. D'aucuns y virent l'échec personnel de Clemenceau. Cette « tradition » historique poussée dès cette époque par Foch puis ses partisans, a perduré jusqu'à aujourd'hui.¹

En réalité, réussir était quasiment impossible. Aucun vainqueur n'était d'accord sur les conditions de l'avenir et même les Français entre eux divergeaient sur les buts. Et tous étaient épuisés. Les vainqueurs aussi étaient en mauvais point.²

Faire payer l'Allemagne était le seul consensus – et encore, plusieurs écoles s'affrontaient quant au montant et aux modalités. Chacun ressortit de ces journées avec une frustration particulière dont les effets se feraient sentir à plus ou moins long terme. Même le Japon, l'allié le plus éloigné du front repartit avec le sentiment de ne pas avoir trouvé son compte !

Clemenceau a bien sûr sa part de responsabilité. En décidant de négocier seul (avec juste l'appui d'André Tardieu) ; en se coupant des Chambres ; en excluant Briand qu'il détestait ; alors que l'homme était peut-être le plus fin manœuvrier diplomatique de son temps. « Enfin, note Soutou, la tactique de négociation de Clemenceau contribua au désordre et surtout au manque de coordination entre les commissions³ [...] », tout en reconnaissant plus loin, qu'il contrôlait tout.

* *Mot attribué soit à Lloyd George soit à Clemenceau qui signifiait l'idéalisme angélique de Wilson et le réalisme radical de l'autre acteur. Berstein, idem, p. 89-90. « M. Clemenceau, disait Lloyd George ; est un terrible vieillard. Chaque fois que je le vois, il a un an de moins et une griffe de plus. » « Avec Wilson ! Causer avec Wilson ! Vous croyez que c'est possible ! Comment parler avec quelqu'un qui se croit le seul capable depuis deux mille ans d'amener le règne de la paix sur la terre. Il s'imagine être le Messie ! », Clemenceau cité Léon Treich, *Vie et mort de Clemenceau*, Editions des portiques, Paris, 1929, p. 213-214.*

1 *Dernier en date Alain Minc, <https://www.dreuz.info/2015/11/13/debat-entre-le-patriote-georges-clemenceau-et-alain-minc-le-pacifiste/>; pour aller plus avant, *Antiporraits*, Gallimard, Paris, 1996.*

2 *Jacques Chastenet, Histoire de la Troisième République, Les années d'illusion 1918-1931, p. 27.*

3 *Soutou, op.cit., p 300-301.*

Mais le Président du Conseil dut aussi compter avec un ensemble de positions aporiques – contradictions insurmontables dont la somme conduisit d’une certaine manière aux conflits suivants, jusqu’à la Seconde Guerre mondiale et pour certains, au-delà.

Cependant, bien qu’ayant posé le principe d’une communication limitée pour éviter les interférences (qui ne manquèrent pas d’arriver) Clemenceau fixa dans son discours du 29 décembre 1918 devant le Parlement ses ambitions pour la France. Ses exigences vis-à-vis de l’Allemagne avaient pris un tour plus raisonnable après quelques déclarations un peu exaltées à Poincaré et à Pichon : « Le jour venu, soyez tranquille, je ne me contenterai pas de l’Alsace de 1870, je réclamerai celle de 1792 et 1814.⁴ » Au moment de rentrer dans le « dur » des négociations il sera revenu à une vision plus réaliste même s’il se berça d’illusion un temps sur la Rhénanie. La France faisait donc porter ses revendications sur les éléments suivants :

- L’Alsace-Lorraine (le premier des buts de guerre) ;
- La non-annexion d’Allemands à la France (afin de ne pas refaire l’Alsace-Lorraine à l’envers⁵) ;
- Le contrôle de la rive gauche du Rhin (créer un glacis d’une manière ou d’une autre) ;
- L’annexion temporaire ou définitive de la Sarre (le contrôle des ressources minières et sidérurgiques) ;
- La recréation de la Pologne (restaurée pour créer la nouvelle alliance de revers) ;
- Le fédéralisme allemand (à favoriser pour briser la grande Allemagne) ;
- Le droit des peuples en respectant l’homogénéité des États (à établir en référence à la stabilité selon Wilson) impliquant le démantèlement de l’empire autrichien.

Ces buts ne seront que partiellement atteints et la responsabilité du Tigre qu’en partie engagée.

⁴ Cité par Soutou, *idem*, p. 257.

⁵ Ce point ne faisait pas du tout l’unanimité.

Un travail à la colossale complexité

On ne peut imaginer la formidable organisation que représenta l'élaboration de ce traité et, par-là, les difficultés qui s'en suivirent. La mise en œuvre des négociations fut confiée à André Tardieu, ancien Haut-commissaire auprès des États-Unis pendant la guerre et fabuleuse mécanique intellectuelle. Ce dernier présenta une organisation à la rigueur implacable, qui ne put pourtant résister à la complexité de la tâche et à l'acharnement de presque toutes les parties prenantes à en discuter chaque morceau pied à pied. Comme le dit lui-même Tardieu, « la diversité des préoccupations qui animaient les chefs des principales délégations, comme aussi l'instinctive répugnance des Anglo-Saxons pour les constructions systématisées de l'esprit latin, empêchèrent l'adoption de notre proposition. La Conférence constitua ses organes les uns après les autres, au lieu de les créer une fois pour toutes.⁶ »

Nonobstant ce point majeur qui eut son influence sur les résultats finaux, l'organisation théorique de la conception des négociations fut la suivante :

« 1. Règlement territorial de l'Allemagne

C'est le problème essentiel qui domine tous les autres

2. Organisation de l'Europe centrale (disparition de l'Autriche-Hongrie)

a) États reconnus : Pologne, Bohême

b) États en formation : Yougoslavie, Magyarie (Hongrie), Autriche allemande

3. Questions orientales

– Libération des nationalités opprimées par l'ancien Empire ottoman ; Arménie, Syrie et Cilicie, États arabes, Palestine

– Fixation des frontières de l'Empire ottoman

4. Statut des peuples balkaniques

5. Problème russe

[...]

Vingt-six nations sont officiellement représentées dont la Chine, le Japon et trois États nouveaux : la Pologne, la Tchécoslovaquie, la

⁶ In, André Tardieu, *La paix*, cité par Michel Junot, *op. cit.*, p. 142.

Yougoslavie. De plus les Dominions britanniques qui ont participé à la guerre (Canada, Australie, Nouvelle Zélande, Afrique du Sud) ont une représentation distincte de celle de la Grande Bretagne. Aucun pays vaincu. Une absence importante : la Russie. [...] chaque pays participant a plusieurs plénipotentiaires [...] c'est pourquoi est organisé un Comité (ou Conseil) des Dix (les cinq chefs de gouvernements français, anglais, américain, italien et japonais assistés des cinq ministres des affaires étrangères). [...] Cinquante-huit 'groupements' ou commissions sont créées, comprenant 'outre les plénipotentiaires et les chefs des départements ministériels, des hommes venant de tous les points de l'activité humaine', juristes, financiers, soldats, industriels, commerçants ayant tous participé à des études préparatoires et possédant une large expérience personnelle. »⁷

Après 1642 séances, le traité débouchera sur 439 articles.

« Clemenceau prend en main la négociation, fort de la confiance que la Chambre lui accorde le 30 décembre 1918 par 386 voix contre 89. Sans être le moins du monde 'wilsonien', il n'est nullement 'expansionniste' [...] Il doit cependant tenir compte d'une double exigence, celle des responsables français, militaires ou économiques, qui mettent en avant la double préoccupation de sécurité et de réparation ; celle, d'autre part, des alliés de la France soucieux d'éviter un écrasement trop marqué de l'Allemagne : les Britanniques dans leur souci traditionnel d'équilibre européen, Wilson pour promouvoir sa nouvelle diplomatie. »⁸

L'Allemagne paiera : oui mais laquelle et à quel prix ?

Le sort de l'Allemagne fit évidemment l'objet des batailles les plus féroces. Les Français (en ordre dispersés) voulaient un démembrement de l'Allemagne, avec au moins une annexion territoriale ou un état tampon sur le Rhin, soit une zone d'occupation à durée indéterminée assorties d'avantages économiques massifs. Le camp français se déchira très vite sur le sort de l'Allemagne.

7 Michel Junot, *André Tardieu le Mirobolant*, Denoël, Paris, 1996, p. 142.

8 Jean Vavasseur-Desperriers, *La Grande Guerre*, in *La France de 1914 à nos jours*, Jean-François Sirinelli (Dir.) en collaboration avec Robert Vandebusshe & Jean Vavasseur-Desperriers, PUF, Paris, 1993, P 39.

Les maximalistes conduits par Foch et Poincaré voulaient sinon une annexion tout du moins une occupation de longue durée. Clemenceau, qui comprit assez rapidement que les anglo-saxons ne cèderaient pas aux sirènes françaises dut alors se battre sur deux fronts : le front intérieur contre les partisans du « bradage » supposé de la paix et sur l'extérieur, contre les alliés partisans d'un retour rapide de l'Allemagne à une situation apaisée. Personne n'y trouva son compte. Les Américains ne voulaient pas de rupture d'une entité germanique qu'ils considéraient comme cohérente (ce qui n'était pas le cas de l'Autriche) et souhaitait le rétablissement rapide d'un marché important pour ses produits.⁹ Les Anglais souhaitaient un « service minimum » qui n'avantagerait pas trop les Français et les Italiens liaient les concessions sur l'Allemagne à celles qu'ils obtiendraient sur les dépouilles de l'Empire austro-hongrois.

« Mon programme, comme vous le savez bien, est de mettre l'Allemagne dans une condition telle qu'elle ne pourra pas préparer une nouvelle guerre. » énonça Clemenceau, mais il ajouta lucidement : « Nous voulons des promesses des Américains, mais vous ne pourriez pas les tenir. Ce que nous appelons la paix pourrait n'être finalement qu'un interlude entre deux guerres. »¹⁰

Ainsi trouvera-t-on :

- Ceux qui veulent l'indépendance de la Bavière et de quelques autres États majeurs, et ramener la Prusse à sa portion congrue ;
- Ceux qui veulent l'annexion pure et simple de tout ou partie de la rive droite du Rhin (Saxe et Sarre au premier chef) ;
- Ceux qui désirent une occupation militaire *ad libitum* (avec ou sans annexion) de ladite rive droite ;
- Ceux qui veulent (aussi) l'annexion du Luxembourg ;
- Ceux qui veulent des sanctions économiques et militaires drastiques ;
- Ceux qui se contentent de la rétrocession de l'Alsace et de la Moselle (avec des garanties militaires de l'autre côté du fleuve).

⁹ Soutou, *op. cit.* p. 303.

¹⁰ Entretien avec le journaliste Américain Wythe Williams, 1919 ; in Garrigues, *op. cit.*, p. 251.

Clemenceau va devoir jouer avec ces différentes composantes de l'opinion politique civile et militaire et avec les alliés (anglo-saxons au premier chef) qui ne les partagent pour ainsi dire pas.

Cependant, dans tous les cas de figure, l'Allemagne serait sujette à payer d'énormes indemnités et, humiliation suprême, ne fut pas invitée à participer aux négociations mais fut juste convoquée pour entendre le « verdict » de clôture de la conférence.

Les États-Unis : la paix mondiale envers et contre tous

Le premier contentieux fut avec les États-Unis, la nation qu'aimait tant Clemenceau. Le président Wilson était un théoricien plein de certitudes qui imposa sa vision du monde et un redécoupage de l'Europe taillée à cette vision idéologique¹¹. Considérant qu'il n'était lié par aucun traité (« associé » et non « allié » pendant la guerre¹²), disait-il, il refusa le partage de l'Allemagne tout en favorisant celui de l'empire Austro-Hongrois sur le même principe de la défense des nationalités. Il présida à la création de la Société des Nations (SDN) sans la doter de moyens et sans assurer sa pérennité. Il rentra à Washington fier d'avoir changé le monde... et le traité ne fut pas ratifié par le Sénat américain. Le Progrès de Lyon dira début 1919 : « Wilson est un optimiste, Clemenceau un pessimiste. Wilson croît à la possibilité de la paix ; Clemenceau à la fatalité de la guerre. »¹³

Ce qui n'était pas tout à fait vrai. « Certes il arrive à Clemenceau de manifester un réalisme frisant le cynisme mais ce n'est là qu'une attitude inspirée tantôt par son jaloux patriotisme, tantôt par sa longue expérience. Il a beau railler la « noble candeur » du président américain, il a beau ne pas croire aux vertus de la future Société des nations, il reste dans son cœur un idéaliste... »¹⁴

11 Il venait à Paris, faire non « la paix de l'Europe » mais « la paix du Monde » - vaste programme - discours de Manchester cité par Pierre Miquel, *op. cit.*, p. 296.

12 Chastenet, *op. cit.* p. 29.

13 Cité par Pierre Miquel, « Je fais la guerre » Clemenceau le père de la victoire, Tallandier, Paris, 1996-2004, p. 291.

14 *Idem* Berstein, p 85. Et Chastenet: «Clemenceau est un Jacobin, Wilson un puritain. Jacobinisme et puritanisme ne sont pas extrêmement éloignés l'un de l'autre... » *op. cit.*, p. 29.

La Société des Nations : une monnaie d'échange

Quand les négociations commencent, Clemenceau sait qu'il doit en passer par les fourches caudines du Président américain. Il amène sa « Société des nations » avec lui depuis Washington ; c'est-à-dire la « boîte magique » pour faire la paix dans le monde, car telle est son ambition.

La France participe aux travaux mais sans enthousiasme. Les juristes Larnaude et Bourgeois représentent la France (sans la présence de Clemenceau). Leurs propositions les plus contraignantes (dont la création d'une force armée fournie par les États membres) ne sont pas retenues¹⁵. Contre mauvaise fortune bon cœur, la SDN est constituée. Elle ne correspondra pas à la vision française. Son siège est fixé à Genève en pays neutre. S'il y a bien les prémices d'un gouvernement des sages et des mécanismes de résolution de conflit par la médiation, l'absence de capacités coercitives en cas d'agression d'un État contre une autre limite *ab initio* ses capacités d'action¹⁶. La création de la SDN crée des rancœurs subsidiaires. Les Japonais souhaitent se saisir de l'occasion pour imposer la notion d'égalité des races. Cela leur sera refusé même s'ils en sont membre fondateur¹⁷. En rentrant au pays c'est l'image d'une nouvelle supériorité, asiatique celle-là, qui finira par émerger à partir de l'idée que le traité n'a pas répondu à toutes les revendications territoriales du Japon en Chine et, symboliquement, qu'il n'y a pas à trop attendre de la considération de l'homme blanc. La non-ratification du Traité par le Sénat américain au retour de Wilson aux États-Unis achèvera de faire de ce papier un acte mort-né. Un élément central de la sécurité internationale de l'avenir tombait avant que de débiter.

Royaume Uni : *Back to basics*, retour aux fondamentaux

La Grande Bretagne revint instantanément à sa position historique : « pas de puissance dominante sur le continent » et fit en sorte de bloquer tout ce qui pouvait être perçu comme une velléité française

¹⁵ *Berstein, p. 123-125.*

¹⁶ *Voir organisation et fonctionnement en annexe 4.*

¹⁷ *Berstein, p. 126-131.*

d'hégémonie¹⁸. Cette position fut poussée jusqu'à la caricature au point que Clemenceau faillit en venir aux mains avec le Premier Ministre Lloyd George à la sortie d'une réunion particulièrement houleuse¹⁹. Comme le dit le Sud-Africain et membre du cabinet britannique Jan Smuts : « nos adversaires à la table de paix ne seront pas uniquement nos ennemis.²⁰ »

L'enjeu pour la Grande-Bretagne et pour les États-Unis de rétablir le marché que représentait l'Allemagne unifiée et d'ouvrir le plus grand nombre de ports francs possibles pour faciliter le commerce (Dantzig, Smyrne, Fiume, etc...) C'est pour cela que Lloyd George s'opposa brutalement aux positions maximalistes françaises : Rhénanie, Sarre, réparations et, bien sûr, le démembrement. Il fallait également prendre le meilleur des colonies allemandes à partager entre alliées (Tanganyka, Namibie, Cameroun allemand, etc.) et s'assurer des meilleures dépouilles de l'Empire ottoman. Les Arabes, censés se trouver dans le camp des vainqueurs furent ainsi sacrifiés et partagés entre la France et la Grande Bretagne sous forme de « protectorats », alors qu'un foyer juif était créé en Palestine (Déclaration Balfour) sans opposition française. Car, pour Clemenceau, tout l'avenir de la sécurité tenait et devait tenir dans la fermeté de l'alliance avec Londres (et avec Washington) quel qu'en soit le prix...

Le Levant : juste une carte de négociation

Le Tigre crut alors désamorcer la rigidité britannique en faisant des concessions en Orient. Elles n'eurent guère d'effets sur le résultat final. Il accepta le contrôle de Jérusalem par les Anglais, alors même que la France était garante des communautés, de cette ville et plus largement de la Palestine depuis le XVII^e siècle. Il céda Mossoul à l'Irak en échange de contreparties économiques, alors que la ville avait été rattachée à la Syrie par les accords Sykes-Picot. Il rendit également les territoires frontaliers à la Turquie nouvelle²¹.

18 Voir Gérard Araud, *Nous étions seuls : Une histoire diplomatique de la France 1919-1939*, Taillandier, Paris, 2023, p. 65 et suivantes.

19 Chastenet, *op. cit.*, p. 44

20 Berstein, p 40.

21 Henri Laurens, *Comment l'empire Ottoman fut dépecé*, *Le Monde diplomatique*, avril 2003, <https://www.monde-diplomatique.fr/2003/04/LAURENS/10102>, p. 16 et 17.

« En 1918, la question pétrolière devient dominante. Selon l'accord, la France devrait contrôler la région de Mossoul, où se trouvent d'importantes réserves potentielles, mais les Britanniques, eux, ont les droits de concession. Georges Clemenceau veut bien satisfaire le groupe de pression colonial, mais en se limitant à une « Syrie utile » ne comprenant pas la Terre sainte, mais permettant un accès aux ressources pétrolières. Selon lui, une trop grande extension territoriale impliquerait de lourdes charges d'administration sans commune mesure avec les revenus que l'on pourrait en tirer. C'est l'abandon de la revendication de la « Syrie intégrale » (on dirait actuellement « Grande Syrie »). Au lendemain de l'armistice, il traite directement et sans témoin avec Lloyd George du partage du Proche-Orient.²² »

Ces concessions ne pesaient guère à Clemenceau qui voyait surtout dans la présence française au Levant la marque des cléricaux bien plus que de la géopolitique réaliste. Mais, selon un principe établi lors de sa première présidence, il ne remit pas en cause non plus les accords de ses prédécesseurs dans le partage du Proche et du Moyen-Orient. Un accord provisoire fut cependant : négocié durant la Conférence entre le Président du Conseil et l'émir Fayçal en janvier 1920 pour la création d'une Grande Syrie, préservant, en même temps, les intérêts des Chrétiens libanais mais il resta lettre morte²³. Les Husseini, qui avaient accompagné la victoire avec Lawrence, se virent privés du grand État arabe et récompensés de trônes factices sous tutelle²⁴. Les Britanniques organisèrent donc la zone à leur main dans la perspective de la sécurisation de l'axe Le Caire – Delhi, quand la France prenait le contrôle « sous mandat SDN » de la Syrie et du Liban. Le Tigre, tant attiré par l'Asie montra finalement peu d'appétence pour ce qu'on appelait alors l'Asie Mineure et ses choix s'en ressentirent.

22 Henri Laurens, *op. cit.*

23 D'après l'auteur en raison des résistances à Damas, d'un côté, et du départ de Clemenceau, de l'autre : Gérard D. Houry, « Clemenceau et le Levant », in Sylvie Brodziak & Samuel Tomei, *La pensée politique de Clemenceau*, CNRS Editions, Paris, 2020, p 167-179.

24 Voir l'éclairant ouvrage de Karl E. Meyer et Shareen Brysac, *Les faiseurs de roi, L'invention du Moyen-Orient moderne*, Hozoni éditions, 2020.

« En décembre 1918, Wilson est en route pour la France. » note Vincent Cloarec. « Clemenceau, inquiet pour la satisfaction des demandes territoriales françaises vis-à-vis de l'Allemagne, entend obtenir l'accord préalable du gouvernement britannique. Cette entente passe par un assouplissement de la position française concernant l'Orient. [...] Si la Grande Bretagne veut établir un protectorat en Syrie, il ne s'y opposera pas. Le 4 décembre 1918, Lloyd George obtient finalement de son interlocuteur le compromis qu'il recherchait. [NDA, Mossoul et Jérusalem] [...] Pour Clemenceau la question syrienne est désormais réglée et rien ne devrait perturber les relations franco-britanniques durant les négociations de paix. Pour Lloyd George, le retrait français n'est qu'un début et la diplomatie britannique doit pouvoir obtenir de nouvelles concessions de la part des responsables français.²⁵ »

Quels que soit les sentiments de respect que Clemenceau ait pu avoir pour l'émir Fayçal²⁶, le maintien à tout prix du lien avec la Grande-Bretagne valait bien de renoncer à la messe à Jérusalem pour l'un, et à la prière du vendredi dans la grande mosquée de Damas, pour l'autre.

L'Empire Ottoman à l'encan

L'autre grande « victime » de l'après-guerre fut l'Empire Ottoman dont les « Jeunes Turcs » avaient vu dans l'alliance avec l'Allemagne la garantie de sa survie²⁷. La Sublime Porte, elle aussi fut démembrée. Wilson y fut pour quelque chose qui appliqua son principe des nationalités tout en se désintéressant d'une région qu'il ne connaissait ni voulait connaître²⁸.

25 Vincent Cloarec, *La France et la question de Syrie, 1914-1918*, CNRS Editions, Paris, 1998, p. 212.

26 Néanmoins tempérés par le fait que les Français le pensait manipulé par le colonel Lawrence (« d'Arabie »).

27 Groupe de jeunes officiers qui, dépités de la décadence de l'empire, prirent le pouvoir de à partir de 1908. Ces hommes, connus sous le nom générique de « Jeunes Turcs », entreprirent la modernisation de la Turquie (trop tard) et furent également responsables de l'organisation du génocide arménien.

28 Berstein, *op. cit.*, p. 229. Les États-Unis refusèrent même un mandat pour une État arménien ; refus qui tua dans l'œuf la création de cet État. Ce sont les Soviétiques qui fonderont un État Arménien inséré dans l'URSS, mais sans commune mesure géographique avec celui qui aurait pu voir le jour en 1919.

Pour les vainqueurs, les vaincus devaient expier. On connaît déjà la position de Clemenceau sur l'Empire et les Turcs. Il voulut une réponse écrite pour l'Histoire au mémorandum des émissaires du Sultan venus à Paris défendre la cause de l'empire. La réponse fut cinglante : « La conclusion évidente de ces faits semblerait être la suivante : la Turquie ayant, sans la moindre excuse et sans provocation, attaqué de propos délibérés les puissances de l'Entente et ayant été battue, elle a fait retomber sur ses vainqueurs la lourde tâche de régler la destinée des populations variées qui composent son empire hétérogène. Ce devoir, le Conseil des principales puissances alliées et associées désire l'accomplir autant du moins qu'il concorde avec les vœux et les intérêts permanents des populations elles-mêmes. Mais le Conseil constate à regret que le mémorandum fait valoir à cet égard des considérations d'un ordre tout différent et fondées sur de prétendues rivalités religieuses. À entendre ces raisons, l'Empire ottoman devrait être maintenu intact, non pas tant au profit des musulmans ou des chrétiens vivant à l'intérieur de ses frontières, que pour obéir au sentiment religieux de gens qui n'ont jamais senti le joug turc, ou qui ont oublié de quel poids il pèse sur ceux qui sont contraints de le subir. [...]»²⁹ »

Le sort de l'empire était scellé.

En revanche, les grandes puissances européennes comptaient bien se payer de quelques dépouilles sur l'empire effondré et les petites, existantes ou en devenir, se partager les restes. Certains y trouvèrent leur compte, d'autres non. La Grèce récupéra Constantinople et la côte, les Italiens seulement les îles à leur grand mécontentement, les Kurdes et les Arméniens, rien (sinon un état croupion pour ces derniers). Mais Mustapha Kemal (Ataturk) régla la question en évitant la disparition de la nation turque en défaisant les Grecs, en les chassant de Turquie et en récupérant une partie des territoires perdus à l'Est. Les victoires turques, la reconnaissance de la nouvelle république de Turquie et le partage du Levant fut entériné par le Traité de Lausanne de 1923.

²⁹ *Une réponse de la Présidence de la paix au Mémorandum présenté par la Délégation Ottomane, 25 juin 1919, Texte intégral, <http://www.imprescriptible.fr/documents/conference-paix.html>*

L'Italie : gagnante mais frustrée

L'Italie fit preuve d'une grande agressivité sur les revendications frontalières dans les Alpes, mais aussi en Méditerranée, en Adriatique. Là aussi l'opposition fut frontale et les demandes italiennes ne furent que partiellement satisfaites. Le pays sortit donc furieux du traité de Versailles. Deux raisons y présidaient. D'abord Wilson ne se sentait lié par aucune promesse conclue avant son arrivée ; ensuite Clemenceau ne supportait pas Orlando³⁰, lequel se caractérisait par une attitude changeante, emportée et surtout mercantile qui exaspérait le Tigre et Wilson. « On s'aperçut bientôt, dit méchamment Henry Kissinger, que les négociateurs italiens étaient venus à Paris chercher leur butin et non concevoir un nouvel ordre mondial.³¹ » Il est vrai que l'Italie avait payé un lourd tribut à la guerre, mais ses revendications étaient considérables et, finalement, ne fut pas mal servie. Mais, comme il est dit en stratégie : les perceptions sont des réalités.

De leur côté, les Britanniques s'opposèrent à sa prise de contrôle de la côte turque par l'Italie pour la laisser aux Grecs, jugés plus malléables. Wilson lui refusa la côte Dalmate au prétexte du principe des nationalités et de la cohérence territoriale de la future Yougoslavie. Enfin, Clemenceau empêcha l'annexion de Fiume (ville de la côte Dalmate proche de l'Italie) et exigea son évacuation au prétexte que cette promesse n'avait pas été prévue dans le pacte de 1915 et surtout pour se prémunir des fureurs de Wilson³². Ce passage de « bras tordu » laissa des traces dans les relations bilatérales.

L'Italie récupéra quand même, le Tyrol du Sud, Trieste, le Trentin et l'Istrie. Dans la dimension coloniale, Rome hérita des îles du Dodécanèse et de la partie méridionale de l'Anatolie (qu'elle perdra ultérieurement). Le bilan était donc globalement positif mais les ultras et les fascistes en création s'engouffrèrent dans la brèche d'un nationalisme outrancier pour critiquer le sort fait à l'Italie notamment par Clemenceau.³³

30 Premier ministre italien, qui ne termina pas la conférence car renversé entre-temps. Duroselle, *op. cit.*, p. 786.

31 Henry Kissinger, *Diplomatie*, Fayard, Paris, 1996, *op. cit.* p. 211.

32 Miquel, *op. cit.*, p. 271.

33 Berstein, p. 240. Sédouy, 238-244.

L'Autriche, la Pologne et les autres : l'imbroglio des nationalités

La position sur les nationalités évolua lentement chez Clemenceau : « Le jour où a été proclamé le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, l'Autriche a été condamnée...J'ai été de ceux qui la ménageaient parce que nous n'avions pas de politique autrichienne, pas plus moi que d'autres³⁴ ». Si l'Autriche était perdue pour lui depuis longtemps, le statut de ses sujets restait flou. Les Tchèques avaient su, les premiers, se « vendre » aux Alliés par un lobbying brillant et une participation armée. La situation de la Pologne était restée incertaine malgré une participation militaire. Deux éléments firent bouger les lignes : d'une part la disparition de la Russie qui entraînait la fin de l'alliance de revers ; d'autre part, l'acharnement du président Wilson à constituer des États faits de nationalités cohérentes en lieu et place de l'empire austro-hongrois. C'est ce qui fut fait, mais sans la cohérence. Car pour assurer leur viabilité territoriale, ils furent formés au prix d'un patchwork invraisemblable de nationalités parfois antagoniques et de minorités furieuses. Ainsi, la Hongrie fut-elle « déshabillée » au profit de la Roumanie. Par ailleurs, l'extraordinaire mélange des populations conduisit à multiplier les minorités : « En Roumanie, sur 12 500 000 habitants, il y avait 1 308 000 Hongrois, 723 000 Allemands, 448 000 Ukrainiens, 358 000 Bulgares, 308 000 Russes, 57 000 Serbes ; en Tchécoslovaquie, sur 13 millions d'habitants, 3 200 000 Allemands et 750 000 Hongrois ; en Yougoslavie sur 14 millions d'habitants, 467 000 Hongrois, 505 000 Allemands, 439 000 Albanais, 150 000 Turcs et 231 000 Roumains ; en Pologne sur 26 300 000 habitants, 4 millions d'Ukrainiens, 1 300 000 Biélorusses, 500 000 Allemands, c'est-à-dire que, sauf en Yougoslavie où les « allogènes » n'étaient qu'un peu plus de 10 %, ailleurs ils dépassaient largement le quart de la population. Résultat, si en nombre absolu, à la suite de la disparition de l'Autriche-Hongrie, le total des minorités incluses dans un État étranger avait diminué, la situation était plus dangereuse, puisque de petits États se trouvaient confrontés à des risques de subversion par des minorités imposantes. La question des Allemands des Sudètes en Tchécoslovaquie allait bientôt le montrer.³⁵ »

³⁴ *Commission des affaires étrangères de la Chambre, 3 mai 1918, in Miquel, op. cit., p. 282-283.*

³⁵ *Jean-Jacques Becker, les conséquences des traités de paix, Revue historique des armées, n° 254, 2009, <https://journals.openedition.org/rha/6303>, p. 6.*

Là aussi, Clemenceau louvoya. Il ne se battit pas pour Dantzig (Gdansk) (comme on dira en 1939). Les Anglais voulaient la ville en port franc. Mais il s'attacha à faire de la Pologne un État viable en lui donnant un espace territorial significatif. Bien sûr, les Polonais en sortirent également mécontents qui virent « une résistance trop faible de la part du Vieux Tigre face à la politique des États anglo-saxons défavorables à la Pologne, mais aussi aux intérêts de la France. ³⁶» Il avait pourtant porté le pays sur les fonds baptismaux.

La Russie bolchévique : premier « containment »

Malgré ses préventions contre « l'alliance de revers » avant la guerre, Clemenceau aurait bien voulu bénéficier d'un contrepoids à l'Est. Mais le régime bolchévique était inacceptable pour Clemenceau comme la plupart des Européens et le Tigre avec les autres alliés, le Japon compris, s'évertua sinon à le faire tomber, du moins à le contenir.³⁷ La première option ne parvint pas à se concrétiser. Le fer porta dans le Caucase à la frontière iranienne (échec) et à l'extrême Est où les efforts pour mettre en place des zones de reconquête échouèrent tous.³⁸ Il faut dire que personne n'était d'accord sur la marche à suivre. France et Italie furent un moment tentées par l'action mais Clemenceau reconnut vite que le pays était épuisé et qu'il était impossible de relancer une action militaire à longue distance alors même que la Hongrie était en révolution ; que la Roumanie était menacée et que la Pologne, à peine créée, s'agitait contre ses voisins les plus proches... Les Anglais, de leur côté, tergiversèrent et, enfin, Wilson était farouchement contre.³⁹

36 Wieslaw Sladkowski, *Clemenceau et la Pologne, Annales universitaires Mariae Curie-Sklodowska, Sectio F, Historia 41-42, 1986/1987, p. 29.*

37 « Il était un ennemi résolu de l'État révolutionnaire, mais estimait néanmoins qu'il ne fallait ni conclure de paix ni entreprendre de guerre contre lui, mais bien plutôt isoler ce pays du reste de l'Europe par un cordon sanitaire, puis attendre le développement ultérieur des événements. » Wieslaw Sladkowski, *op. cit.*, p. 29.

38 *En Mongolie et en Sibérie avec les troupes « blanches » disponibles.*

39 Jacques Alain de Sédouy, *Ils ont refait le Monde, chapitre XIII « Une grave lacune : la question russe », op. cit.*, p. 271-285.

L'option de l'endiguement s'imposa alors par défaut.⁴⁰ C'est au plan territorial que la Russie/URSS perdit le plus. Le territoire russe fut, au final, considérablement réduit : « Quant à la nouvelle République soviétique, elle avait été considérablement rejetée vers l'Est, en perdant la Finlande, les États baltes, ainsi que les territoires acquis par la Pologne et la Roumanie, au total 700 000 kilomètres carrés peuplés de 28 500 000 habitants.⁴¹ » Les Soviétiques sauront s'en rappeler en 1945...

Quelle conclusion tirer de l'action de Clemenceau vis-à-vis des conséquences du traité ? Aura-t-il été l'ogre enragé que décrit Keynes ou le faible qui lâche tout aux anglo-saxons, le « vendu » confirmant ainsi la légende noire du passé ?

Du résultat, le grand homme n'est pas dupe. Le caractère imparfait du texte ne lui a pas échappé une seconde : « Ce traité, soupire Clemenceau dès 1919, sera un devenir perpétuel à moins qu'il ne soit un fiasco complet.⁴² » En fait, jugera Soutou, « transaction bâtarde entre l'idéologie wilsonienne et le réalisme des diplomates européennes, il ne satisfait complètement personne.⁴³ »

Le Congrès de Vienne à son époque avait trouvé sa cohérence dans l'équilibre politico-stratégique du moment – le Congrès de Paris fut également le fruit de son temps mais il ne la trouva point. Le traité de Versailles, son résultat, ne fut que l'expression d'un rapport de force politico-diplomatique qui ne faisait que refléter l'état de la France en 1919.

En réalité, comme l'a constaté encore Georges-Henri Soutou, le fil conducteur de Clemenceau pendant et après la guerre aura été l'Union avec la Grande Bretagne et les États-Unis, d'où les extrêmes concessions qu'il accordera aux deux nations. Mais il ne saura peser

40 *Endiguement (Containment en anglais). Ce mot fut popularisé après la seconde guerre mondiale par l'ambassadeur George F. Kennan qui, face à l'attitude agressive et impérialiste de l'Union soviétique proposait dans un article resté fameux « d'endiguer » par tous les moyens la poussée de l'empire rouge. X Article (pseudonyme), "The Source of Soviet Conduct", Foreign Affairs, July 1947.*

41 *Becker, op. cit., p. 4.*

42 *Cité par Jacques Chastenet, op. cit., p. 51.*

43 *Soutou, 305-308.*

à sa juste mesure ni le côté britannique radical de Lloyd George (qui le renverra dès le dernier coup de feu tiré, à ses obsessions d'un modèle européen sans puissance continentale dominante) non plus que les dérives de l'idéalisme flamboyant du président américain (dans lequel il se retrouvait pourtant parfois) associés à un Sénat américain replié et pusillanime.⁴⁴

Il faut toujours en revenir à la situation de la France et des puissances au moment de la signature. Certes la France a gagné mais elle est totalement épuisée et depuis début 1917, les Anglais supportent l'essentiel du poids de la guerre ; en 1918 ce sera le tour des Américains. Donc le poids spécifique de chacun dans la négociation n'est pas déséquilibré. Beaucoup de Français sont dans la revanche de 1870 et poursuivent l'image d'une France victorieuse et sacrificielle à elle seule qui ne correspond plus à la réalité. Tout cela Clemenceau le sait. Il s'est arrangé avec les deux alliés majeurs qu'il avait. En a-t-il trop fait ? Et aurait-il eu les moyens de faire plus ? On pourra en débattre pendant des siècles Kissinger vit dans les résultats de Versailles la traduction d'un mouvement plus profond qui entérinait la lente dégringolade stratégique et diplomatique de la France et sa sortie comme grande puissance dominante.⁴⁵

Ainsi à la décharge de Clemenceau qui acceptera l'option : réparations économiques sévères, réduction des forces et moyens militaires drastiques, et occupation limitée de la rive droite du Rhin (en dehors du partage des colonies), force est que constater qu'il ne prit que ce que les deux alliés majeurs ont bien voulu laisser à la France – sauf à aller au coup de force diplomatique et militaire. Mais ce dernier était impossible.

Finalement, note Jacques-Alain de Sédouy, « Clemenceau a parfaitement compris que comme la guerre avait été une guerre menée par les Alliés, la paix devait être une paix entre Alliés. Il fallait trouver une formule qui soit acceptable par les Anglais et les

⁴⁴ Soutou, *idem*.

⁴⁵ *Diplomatie, voir chapitre 9 « Le nouveau visage de la diplomatie : Wilson et le traité de Versailles », p. 199-224.*

Américains⁴⁶ ». « Mais, insiste Jacques Bariéty, tout reposait sur le maintien de l'amitié et de l'aide de l'Amérique et de la Grande Bretagne aux Alliés du continent européen. Ce fut le pari de Clemenceau. Il le perdit. »⁴⁷

Certes la personnalité du Tigre a joué. Son caractère entier – qui lui avait joué tant de tours – se reflétait dans les négociations. Tout ce qui ne relevait pas du but essentiel (Allemagne, Grande-bretagne, États-Unis) était balayé parfois avec brutalité et mépris. Il ne comptait que sur la vertu de son jugement. Guiral sera sévère : « Les erreurs de l'opinion nationale excusent-elles absolument Clemenceau ? Il a trop longtemps cru que le traité serait ratifié par le Sénat des États-Unis, alors qu'on le mettait en garde ; il n'a pas su associer les autres hommes politiques français à ses décisions. Il a été trop brusque avec les Italiens et les Roumains. Paul Cambon écrit avec raison : « Une partie de nos difficultés avec les Italiens, les Serbes, les Turcs, etc., est venu d'un manque de politesse. »⁴⁸

Keynes insistera jusqu'à la caricature sur Clemenceau en action, vieillard sourd et irascible, obsédé par l'écrasement de l'Allemagne⁴⁹. Le Patricien britannique ne ratera d'ailleurs personne. Mais cela ne suffit pas à expliquer les failles du Traité. Clemenceau sut reculer –

46 Entretien avec Jacques-Alain de Sédouy, « Sur le Traité de Versailles, Clemenceau a fait le seul bon choix possible », 14-18 Mission Centenaire, <http://centenaire.org/fr/espace-scientifique/pays-belligerants/sur-le-traite-de-versailles-clemenceau-fait-le-seul-bon-choix>

47 J. Bariéty, article « Conférence de la paix de Paris (janvier 1919-août 1920), in Jean-François Sirinelli (Dir.), *Dictionnaire historique de la vie politique française au XXe Siècle*, PUF, Paris, 1995, p. 215.

48 Pierre Guiral, *Clemenceau et son temps*, Grasset, Paris, 1994, p. 332.

49 *L'économiste et futur Prix Nobel John Maynard Keynes était dans la délégation britannique. Il tirera un livre féroce des négociations du Traité de Versailles : « Clemenceau, silencieux et à l'écart (...) trônait, ganté de gris, dans le fauteuil de brocart, l'âme sèche et vide d'espérances, très vieux et fatigué, mais embrassant la scène avec des yeux cyniques qui ressemblaient à ceux d'un gnome. (...) Il éprouvait pour la France ce que Périclès éprouvait pour Athènes – elle seule comptait et rien d'autre – mais sa théorie politique était celle de Bismarck. » in « Les conséquences économiques de la Paix », extrait in 1919, *Le Traité de Versailles vu par ses contemporains*, Alvik éditions, Paris, 2003, p. 79-80. Pour le texte intégral, *Les éditions de la nouvelle revue française*, Paris, 1920 ou nouvelle édition, Ultraletters, Bruxelles, 2019.*

largement- et les « ultras » français le lui reprochèrent amèrement⁵⁰. Il fut, de son côté, totalement lucide sur les chances de succès de son application.⁵¹

« L'accord de Versailles était mort-né parce qu'il exaltait des valeurs incompatibles avec les incitations indispensables à sa mise en application, nota Henry Kissinger : la majorité des États nécessaires pour le défendre le jugeait injuste à un titre ou à un autre⁵² ». « Les uns et les autres oscilleront toujours, dit lucidement Maurice Crouzet, entre la 'paix carthaginoise [...] défi à la justice, à la pitié et au bon sens' de Keynes et la 'solution la moins mauvaise que l'on pût trouver', et en tous cas parfaitement viable, comme l'a montré avec tant de solides arguments Etienne de Mantoux. »⁵³

Ce fut avant toute chose un compromis⁵⁴. Certains compromis fonctionnent quand la part que l'on a abandonnée est considérée comme supérieure à celle qu'on a perdue. Or, dans ce cas précis, en dehors des Britanniques et des Américains, toutes les parties prenantes – dans la victoire ou dans la défaite – étaient persuadées d'avoir trop perdu. Clemenceau fut l'un des rares à comprendre et accepter la valeur de ce compromis. Il était bien seul.

C'est pour cela que le débat peut durer sans fin. Nous lisons le Traité de Versailles à l'aune de la Seconde Guerre mondiale. Mais un peu de volonté des puissances face à Hitler aurait pu changer la donne – et c'est peut-être là que Clemenceau aura le plus manqué.

50 Cf. *la querelle avec Foch, y compris post-mortem dans Grandeurs et misères d'une victoire.*

51 « La sécurité internationale garantie par nos alliés, » dit Clemenceau lui-même, « nous fut offerte, et nous l'avons acceptée. Elle n'a pas pu se réaliser par l'incompréhension de quelques intelligences défaillantes. » *Grandeurs et misères d'une victoire*, p. 212.

52 Henry Kissinger, *op. cit.*, p. 222-223.

53 Maurice Crouzet, *L'époque contemporaine*, PUF coll. Quadrige, Paris, 1957, p. 32.

54 « Pourtant, ils furent le résultat d'un compromis entre les différents représentants des pays vainqueurs, et notamment entre Wilson, qui ne voulait pas se montrer trop dur avec l'Allemagne, et Clemenceau, qui devait résister à ceux qui jugeaient que les sanctions prises contre l'Allemagne étaient insuffisantes », <https://blogthucyde.wordpress.com/2005/02/05/les-traites-de-paix-de-1919-un-desastre/>

CONCLUSION

Quel regard porter au bout du compte sur des dizaines d'années de vie politique, d'analyse et d'action diplomatique ?

Le mot qui s'impose est « cohérence ». Clemenceau, la trajectoire d'une carrière politique parmi les plus longues - de la fin du XIX^{ème} au début du XX^{ème} siècle, aura maintenu le cap sur ses points majeurs : l'anticolonialisme ; l'antigermanisme raisonné ; l'alliance anglo-saxonne ; la revanche le temps venu. Le réalisme fut son chemin, lui qui s'était constitué sur les dogmes républicains radicaux s'adapta en permanence, car transcrire la pensée en action était sa ligne. Il aurait pu être un terroriste tenant de « l'action directe » ; il devint un gouvernant efficace parfois impitoyable. Dans la guerre, ces vertus ou ces défauts firent merveille. Il porta la France à bout de bras, comme Foch porta les armées. Pour faire la paix, il prit ce que le réel pouvait lui laisser sans se renier. Sa gestion du Traité de Versailles ne s'éloigna pas finalement de ces principes. Il agit dans les limites de ce qu'il lui était possible d'obtenir en tenant ses quatre points (pour le dernier en tentant d'éviter une revanche de l'adversaire). Nous ne saurons jamais si d'autres auraient fait mieux. « Un bloc » dit-il un jour de la Révolution française. Un bloc, voilà ce qu'il avait été sur cinquante ans de relations internationales.

« Une fois que je serai retourné au néant, les gens se retrouveront beaucoup de courage pour se jeter sur mon cadavre avec des petits frétillements de joie. C'est ainsi – et je m'en fous, mais s'il est vrai que j'ai fait ou essayé de faire une tâche, il est bon que, de cette tâche, quelque chose au moins subsiste, ne serait-ce que la pensée qui l'a inspirée. »¹

¹ À Jean Martet, cité par Garrigues, *Le monde selon Clemenceau*, op. cit. , 326-327.

BIBLIOGRAPHIE

- Farid AMEUR, *Les Français dans la guerre de Sécession*, PUF, Paris, 2016,
- Gérard ARAUD, *Nous étions seuls : Une histoire diplomatique de la France 1919-1939*, Taillandier, Paris, 2023,
- Philippe BERNARD, *La fin d'un monde, 1914-1929, Nouvelle histoire de la France contemporaine*, Seuil - Point Histoire, Paris, 1975,
- Serge BERSTEIN (Dir.), *Ils ont fait la paix, Le Traité de Versailles vu de France et d'ailleurs*, Les Arènes, Paris, 2018,
- Sylvie BRODZIAK, *Clemenceau, L'irréductible républicain*, coll. « Ils ont fait la France », Garnier, 2011,
- Sylvie BRODZIAK & Samuel TOMEI (Dir.), *La pensée politique de Clemenceau*, CNRS Editions, Paris, 2020,
- Commandant Charles BUGNET, *En écoutant le Maréchal Foch*, Grasset, Paris, 1929,
- Jacques CHASTENET, *Histoire de la Troisième République*, Tomes 1 à 5, Hachette, Paris, 1952-1960,
- Georges CLEMENCEAU, *Discours de guerre*, PUF, Paris, 1968,
Grandeurs et misères d'une victoire, Plon, Paris, 1930,
Correspondance (1858-1929)-mise en forme et commentée par Sylvie BRODZIAK & Jean-Noël JEANNENEY, Bouquins, Paris, 2005,
Lettres d'Amérique, présentées par Patrick WEILL et Thomas MACÉ, Passés composés, Paris, 2020,
- Vincent CLOAREC, *La France et la question de Syrie, 1914-1918*, CNRS Editions, Paris, 1998,
- Collectif, 1919, *Le Traité de Versailles vu par ses contemporains*, Alvik éditions, Paris, 2003,
- Maurice CROUZET, *L'époque contemporaine*, PUF coll. Quadrige, Paris, 1957,
- Paul-Louis DESCHANEL, *Histoire de la politique extérieure de la France, 806-1936*, Payot Paris, 1936,
- Jean-Baptiste DUROSELLE, *Clemenceau*, Fayard, Paris, 1988,

- Philippe ERLANGER, *Clemenceau*, Grasset-Paris Match, Paris, 1968,
- Claude FOHLEN, *La France de l'entre deux-guerres, 1917-1939*, Casterman, Paris, 1972,
- Jean GARRIGUES, *Le Monde selon Clemenceau, formules assassines, traits d'humour, discours et prophéties*, Texto, 2014,
- Gustave GEFFROY, *Clemenceau*, Editions Georges Crès, Paris, 1919,
- Françoise GIROUD, *Cœur de Tigre*, Plon/Fayard, Paris, 1995,
- Pierre GUIRAL, *Clemenceau et son temps*, Grasset, Paris, 1994,
- Jean-Noël JEANNENEY, *Clemenceau, Portrait d'un homme libre*, Mengès, Paris, 2005,
- John Maynard KEYNES, *Les conséquences économiques de la Paix*, Les éditions de la nouvelle revue française, Paris, 1920, nouvelle édition, Ultraletters, Bruxelles, 2019,
- Henry KISSINGER, *Diplomatie*, Fayard, Paris, 1996,
- Henri LAURENS, « Orientales 2 », in *Orientales (intégrale)* CNRS Editions, Paris, 2004-2007,
- Jean-Yves LE NAOUR, *L'assassinat de Clemenceau*, Perrin, Paris, 2019,
- Margaret MACMILLAN, *Les artisans de la paix, Comment Lloyd George, Clemenceau et Wilson ont redessiné la carte du monde*, JC Lattès, Paris, 2006,
- Paul MARCUS, *Jaurès et Clemenceau, un duel de géants*, Privat, Toulouse, 2014
- Jean MARTET, *Le Tigre*, Albin Michel, Paris, 1930,
Le silence de M. Clemenceau, Albin Michel, Paris, 1929,
- Karl E. MEYER et Shareen Blair BRYSAK, *Les faiseurs de roi, L'invention du Moyen-Orient moderne*, Hozoni éditions, 2020,
- Alain MINC, *Antiportraits*, Gallimard, Paris, 1996,
- Pierre MIQUEL, « Je fais la guerre » *Clemenceau le père de la victoire*, Tallandier, Paris, 1996-2004,
- Gaston MONNERVILLE, *Clemenceau*, Fayard, Paris, 1968,

- Général MORDACQ, *Le Ministère Clemenceau, journal d'un témoin*,
Tomes I et II, Plon, Paris, 1930,
- Madeleine REBÉRIOUX, *La République radicale ? 1898-1914, Nouvelle
histoire de la France contemporaine*, Seuil - Point Histoire, Paris,
1975,
- Pierre SAULIÈRE, *Clemenceau*, Encre Editions, Paris, 1979,
- Jacques-Alain DE SÉDOUY, *Ils ont refait le monde 1919-1920*, Tallandier,
Paris, 2017,
- Mathieu SÉGUELA, *Clemenceau ou la tentation du Japon*, CNRS
Editions, Paris, 2014,
- Jean-François SIRINELLI (Dir.) en collaboration avec Robert
VANDENBUSSCHE & Jean VAVASSEUR-DESPERRIERS, *La France de
1914 à nos jours*, PUF, Paris, 1993,
- Jean-François SIRINELLI (Dir.), *Dictionnaire historique de la vie
politique française au XX^e Siècle*, PUF, Paris, 1995,
- Georges-Henri SOUTOU, *La grande illusion, Quand la France perdait
la paix, 1914-1920*, Tallandier, Paris, 2015,
- Georges SUAREZ, *Clemenceau*, tome I et II, Les éditions de France,
Paris, 1932 (nouvelle édition),
- André TARDIEU, *La paix*, Perrin, Paris, 1921-2019,
- Arnaud TEYSSIER, *La III^e République de Félix Faure à Clemenceau,
1895-1919, Histoire politique de la France*, Tome II, Pygmalion/
Gerard Watelet, Paris, 2001,
- Léon TREICH, *Vie et mort de Clemenceau*, Editions des portiques,
Paris, 1929,
- Michel WINOCK, *Clemenceau*, Perrin, Paris, 2007,
- Georges WORMSER, *Clemenceau vu de près*, Hachette, Paris, 1979,
La République de Clemenceau, PUF, Paris, 1961.

ANNEXES

Annexe 1 - Les 14 points du Président Wilson (abrégé)

Les 14 points :

1. Fin de la diplomatie secrète
2. Liberté de circulation sur les mers
3. Liberté de commerce international
4. Limitation concertée des armements
5. Règlement impartial des questions coloniales
6. Évacuation du territoire russe
7. Évacuation et restauration de la Belgique
8. Retour de l'Alsace-Lorraine à la France
9. Rectifications des frontières italiennes selon les limites des nationalités
10. Indépendance des peuples de l'Empire austro-hongrois
11. Évacuation de la Serbie, de la Roumanie et du Montenegro, restitution des territoires occupés, accès à la mer de la Serbie
12. Libre-circulation aux Dardanelles, limitation de la souveraineté ottomane aux seules régions turques
13. Création d'un État polonais indépendant, avec un accès à la mer.
14. Création d'une « association générale des nations » (future Société des nations - SDN)

Annexe 2 - Allemagne : De sévères réparations

« Le traité de Versailles, présenté pour signature aux dirigeants allemands le 7 mai 1919, contraignait l'Allemagne à accorder des territoires à la Belgique (Eupen-Malmédy), à la Tchécoslovaquie (territoire d'Hultschin) et à la Pologne (Poznan, la Prusse occidentale et la Haute-Silésie). L'Alsace-Lorraine, annexée en 1871 après la Guerre franco-prussienne, revint à la France. Toutes les colonies allemandes d'outremer devinrent des mandats de la Société des Nations et la ville de Dantzig, dont la population était majoritairement allemande, devint une ville libre. Le traité exigeait la démilitarisation et l'occupation de la Rhénanie, ainsi qu'un statut spécial pour la Sarre, sous autorité française. Des plébiscites devaient déterminer l'avenir des régions du Nord Schleswig à la frontière du Danemark avec l'Allemagne et de certaines parties de la Haute-Silésie.

La partie la plus humiliante du traité pour l'Allemagne vaincue fut sans doute l'article 231, la «clause de culpabilité de guerre», qui contraignait l'Allemagne à accepter l'entière responsabilité du déclenchement de la Première Guerre mondiale. L'Allemagne fut tenue pour responsable de tous les dommages matériels et le Premier ministre français, Georges Clemenceau, insista particulièrement sur l'imposition d'énormes paiements au titre des réparations. Clemenceau et les Français étaient conscients que l'Allemagne ne serait probablement pas en mesure de s'acquitter d'une dette si importante mais ils craignaient néanmoins une récupération rapide de l'Allemagne et une nouvelle guerre contre la France. C'est pourquoi ils cherchèrent, dans le système de traités d'après-guerre, à limiter les efforts de récupération de la supériorité économique et de réarmement de l'Allemagne.

L'armée allemande devait être limitée à 100 000 hommes et la conscription interdite. La flotte de la Marine fut restreinte aux bateaux de moins de 100 000 tonnes et l'acquisition ou l'entretien d'une flotte sous-marine interdits. L'Allemagne ne fut pas autorisée à conserver une force aérienne. L'Allemagne fut tenue de traduire en justice le Kaiser pour crimes de guerre et d'autres dirigeants pour avoir mené une guerre d'agression. Ce fut le procès de Leipzig, au cours duquel ni le Kaiser ni les dirigeants nationaux importants ne se trouvèrent sur le banc des accusés. »

<https://encyclopedia.ushmm.org/content/fr/article/world-war-i-treaties-and-reparations>

Annexe 3 - Liste des traités de paix postérieurs au Traité de Versailles qui le complètent ou le défont¹

- Traité de Versailles le 28 juin 1919, traité de paix entre l'Allemagne et les alliés
- Traité de Saint-Germain-en-Laye le 10 septembre 1919, traité de paix entre l'Autriche et les alliés.
- Traité de Neuilly le 27 novembre 1919, traité de paix entre la Bulgarie et les alliés.
- Traité de Tartu le 2 février 1920 entre la République fédérative de Russie (RSFSR) et l'Estonie
- Traité de Trianon le 4 juin 1920, traité de paix entre la Hongrie et les alliés.
- Traité de Moscou le 12 juillet 1920 entre la RSFSR et la Lituanie
- Traité de Sèvres le 10 août 1920, traité de paix entre l'ancien Empire ottoman et les alliés, remplacé par le traité de Lausanne.
- Traité de Paris le 28 octobre 1920, rattache la Bessarabie au Royaume de Roumanie
- Traité de Rapallo (1920) le 12 novembre 1920 entre l'Italie et la nouvelle Yougoslavie
- Traité d'Alexandropol le 2 décembre 1920 entre l'Arménie et la Turquie, rendu caduc par le traité de Kars
- Traité de Riga le 18 mars 1921, entre la République socialiste fédérative soviétique de Russie (RSFSR) et la Lettonie.
- Traité de Kars le 13 octobre 1921 entre la Turquie et les républiques soviétiques de Transcaucasie
- Traité de Rapallo (1922) le 16 avril 1922 entre l'Allemagne et l'URSS
- Traité de Lausanne le 24 juillet 1923, traité de paix entre la Turquie et les alliés, il révisé le traité de Sèvres.

¹ Les traités de paix : recomposition de l'Europe, 6 octobre 2017, <http://87dit.canalblog.com/archives/2014/05/04/29796685.html>

Annexe 4 - Organisation et fonctionnement de la Société des Nations

Le pacte de la Société des Nations est rédigé du 3 février au 11 avril 1919 à l'Hôtel de Crillon à Paris pendant la Conférence de la paix de 1919. Il règle les rapports entre les États membres.

La SDN a trois buts fondamentaux :

1. faire respecter le droit international, avec la Cour permanente de justice internationale (CPJI),
2. abolir la *diplomatie secrète*,
3. résoudre les conflits par arbitrage.

Les 26 articles qui composent le Pacte définissent les fonctions des quatre organes principaux :

- l'Assemblée réunit les représentants des États membres pour débattre des questions relatives à la paix dans le monde, ainsi que l'admission de nouveaux membres (l'Allemagne n'est admise qu'en 1926). Elle contrôle également le budget de l'organisation.
- le Conseil est composé de quatre membres permanents initialement, à savoir le Royaume-Uni, la France, l'Italie, le Japon, rejoints par l'Allemagne en 1926, ainsi que de neuf membres non-permanents. Le conseil a les mêmes droits que l'assemblée. Il s'occupe aussi de différentes tâches dans lesquelles l'assemblée n'a qu'un pouvoir limité (mandats, minorités, etc.).
- le Secrétariat est l'auxiliaire de l'assemblée. Il est dirigé par un secrétaire général qui contrôle plusieurs sections ainsi que le personnel (670 personnes venant de 51 pays en 1930).
- la Cour permanente internationale de justice de la Haye, créée en 1922, doit juger des affaires qui lui sont soumises et généralement issues de la guerre.

Toute action de la SDN devait être autorisée par un vote unanime du Conseil et un vote majoritaire de l'Assemblée.

La Société regroupe à l'origine 45 pays, dont 26 non-européens. Par la suite, le nombre de pays membres passe temporairement à 60 (28 septembre 1934 à 26 mars 1935).

Texte intégral in Université de Perpignan : <http://mjp.univ-perp.fr/traites/sdn1919.htm>

Annexe 5 - Réponse de Georges Clemenceau sur le colonialisme, discours à la Chambre des députés du 30 juillet 1885

« En supposant que la théorie de M. Jules Ferry sur les profits des expéditions coloniales soit justifiée, les dépenses de cet ordre ne sont jamais que des dépenses de luxe [superflu]. Il y a à vos pieds des hommes, des Français qui demandent des dépenses utiles, fructueuses [...].

Les races supérieures ont sur les races inférieures un droit qu'elles exercent, ce droit, par une transformation particulière, est en même temps un devoir de civilisation. Voilà en propres termes la thèse de M. Ferry, et l'on voit le gouvernement français exerçant son droit sur les races inférieures en allant guerroyer contre elles et les convertissant de force aux bienfaits de la civilisation. Races supérieures, races inférieures, c'est bientôt dit ! Pour ma part, j'en rabats singulièrement depuis que j'ai vu des savants allemands démontrer scientifiquement que la France devait être vaincue dans la guerre franco-allemande parce que le Français est d'une race inférieure à l'Allemand.

Depuis ce temps, je l'avoue, j'y regarde à deux fois avant de me retourner vers un homme et vers une civilisation, et de prononcer : homme ou civilisation inférieurs. Race inférieure, les Hindous ! Avec cette grande civilisation raffinée qui se perd dans la nuit des temps ! Avec cette grande religion bouddhiste qui a quitté l'Inde pour la Chine, avec cette grande efflorescence d'art dont nous voyons encore aujourd'hui les magnifiques vestiges ! Race inférieure, les Chinois ! Avec cette civilisation dont les origines sont inconnues et qui paraît avoir été poussée tout d'abord jusqu'à ses extrêmes limites. Inférieur Confucius ! En vérité, aujourd'hui même, permettez-moi de dire que, quand les diplomates chinois sont aux prises avec certains diplomates européens...(rires et applaudissements sur divers bancs), ils font bonne figure et que, si l'un veut consulter les annales diplomatiques de certains peuples, on y peut voir des documents qui prouvent assurément que la race jaune, au point de vue de l'entente des affaires, de la bonne conduite d'opération infiniment délicates, n'est en rien inférieure à ceux qui se hâtent trop de proclamer leur suprématie. [...].

Et vous verrez combien de crimes atroces, effroyables, ont été commis au nom de la justice et de la civilisation. Je ne dis rien des vices que l'Européen apporte avec lui : de l'alcool, de l'opium qu'il répand partout, qu'il impose s'il lui plaît. [...] Non, il n'y a pas de droits de nations dites supérieures contre les nations dites inférieures ; il y a la lutte pour la vie, qui est une nécessité fatale, qu'à mesure que nous nous élevons dans la civilisation, nous devons contenir dans les limites de la justice et du droit ; mais n'essayons pas de revêtir la violence du nom hypocrite de civilisation ; ne parlons pas de droit, de devoir ! La conquête que vous préconisez, c'est l'abus pur et simple de la force que donne la civilisation scientifique sur les civilisations rudimentaires, pour s'approprier l'homme, le torturer, en extraire toute la force qui est en lui au profit du prétendu civilisateur. Ce n'est pas le droit : c'en est la négation. Parler à ce propos de civilisation, c'est joindre à la violence l'hypocrisie. [...] Quant à moi, mon patriotisme est en France. Je déclare que je garde mon patriotisme pour la défense du sol national. »

Georges Clemenceau farouche opposant à la colonisation, J. C., 26 avril 2007, <http://www.lecanardrépublicain.net/spip.php?article31>

TABLE DES MATIÈRES

Avant propos	9
Introduction	11
Chapitre 1	15
Les États-Unis et la constitution de l'homme politique : une éducation américaine	
Chapitre 2	19
Le Parlementaire : un éternel opposant mais cohérent sur trente-cinq ans de relations internationales (1871-1906)	
Le colonialisme abhorré	20
L'Europe : mémoire et self-control	22
Chapitre 3	25
Président du Conseil (1906-1909) : réalisme, fermeté et toujours prudence	
Le tangage de Tanger	26
« Serrer les boulons » avec Londres	28
En Europe continentale : gérer l'acquis ; ne pas provoquer ; « y penser toujours »	29
La préparation de la guerre : « Nous sommes prêts ! »	30
Chapitre 4	33
« Je fais la guerre » : la politique extérieure de Clemenceau 1917-1918	
Chapitre 5	39
Le traité de Versailles : « entre Jésus Christ et Napoléon ! »	
Un travail à la colossale complexité	42
L'Allemagne paiera : oui mais laquelle et à quel prix ?	43
Les États-Unis : la paix mondiale envers et contre tous	45
La Société des Nations : une monnaie d'échange	46
Royaume Uni : Back to Basis, le retour aux fondamentaux	46
Le Levant : juste une carte de négociation	47
L'Empire Ottoman à l'encan	49
L'Italie : gagnante mais frustrée	51
L'Autriche, la Pologne et les autres : l'imbroglie des nationalités	52
La Russie Bolchévique : premier « containment »	53

Conclusion	59
Bibliographie	61
Annexes	65
Annexe 1 - Les 14 points du Président Wilson	65
Annexe 2 - Allemagne : de sévères réparations	66
Annexe 3 - Organisation et fonctionnement de la Société des Nations	67
Annexe 4 - Liste des traités de paix postérieurs au Traité de Versailles qui le complètent ou le défont	68
Annexe 5 - Réponse de Georges Clemenceau sur le colonialisme du 30 juillet 1885	69

NOTES STRATÉGIQUES DE L'INSTITUT CHOISEUL

Nouvelle série

Génération santé globale.

Face aux nouveaux risques, quelles actions pour la santé des jeunes ?

Sous la direction de Christophe Harrigan

La pêche en France

Geoffrey Dhellemmes

Le secteur privé et l'accueil collectif des jeunes enfants

Jean Spiri

IA : et si on se mettait au travail ? L'exemple du retail

Briac Piriou

Pour des entreprises françaises leaders de l'économie circulaire

Collectif

Arabie saoudite 2.0

Opportunités pour les entreprises françaises

Anne Gadel

Cap sur un leadership inclusif

Collectif

Au cœur du bien- vieillir.

Sensibiliser, dépister, prioriser face à l'urgence cardiovasculaire

Paul Gadel

Cap sur un leadership responsable

Collectif

Du télétravail à l'open travail.

Vers une organisation flexible et hybride

Christophe Harrigan

Préserver notre industrie de défense

François Mattens

Faire de la France une Solar Nation

Pascal Lorot

Repenser la souveraineté.
Briser la tragédie des horizons
Lorraine Tournyol du Clos

Quels leaders pour demain ?
Pascal Lorot

Favoriser l'adoption du Cloud en France.
Entre compétitivité et souveraineté
Christian Saint-Étienne, Hubert Védrine et Aurélien Portuese

L'avenir de la réassurance post-covid
Olivier Pastré et François-Xavier Albouy

L'eau, un enjeu stratégique mondial.
Les atouts de la France dans la compétition mondiale
Jean-François Daguzan

INSTITUT CHOISEUL

L'Institut Choiseul est un *think and do tank* indépendant et non partisan. Il se dédie au décryptage des grands enjeux économiques et à la fédération de la jeune génération économique.

Pour alimenter le débat public et incarner les dynamiques économiques en cours, l'Institut Choiseul produit des Notes Stratégiques, des études ponctuelles et des classements de jeunes leaders. Pour fédérer et animer ses communautés, il déploie des événements de haut-niveau mêlant networking convivial, témoignages d'experts et de praticiens et échanges sur des sujets de prospective, sur différents territoires et verticales économiques, en France, en Europe et en Afrique.

Au croisement de la communauté d'affaires et du cercle de réflexion, l'Institut Choiseul offre une plateforme aux décideurs économiques privés comme publics pour s'identifier mutuellement, se mettre en réseau, promouvoir leurs initiatives et réfléchir aux grandes tendances économiques de demain.

Institut Choiseul

12, rue Auber | 75009 Paris, France

Tél. : +33 (0)1 53 34 09 93

Email : contact@choiseul.info

www.choiseul.info

www.choiseul-france.com



@instchoiseul



Institut Choiseul

Cette Note ne peut être vendue.

Dépôt légal : février 2024

ISBN : 978-2-4938-3917-6

Imprimé en France.

© Choiseul Associates 2024. Tous droits réservés.

INSTITUT
CHOISEUL



9 782493 839176